



Jean-Marie Le Pen

Nick Griffin

L'Europe vire à l'extrême droite

Un reportage d'Isabelle Hachey
Pages B6-B7

Boucher la passoire

Les États-Unis ont leur voisin du Nord à l'oeil, par Martin Vallières
Page B4

PQ, PLQ, ADQ : une vraie lutte à trois?

Une analyse de Denis Lessard
Page B3

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 18 MAI 2002



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Plusieurs manifestations publiques ont eu lieu en soutien aux lock-outés de la société d'État. L'une des dernières à ce jour est la création des sculpteurs Gilbert Boyer et Gilles Bissonnette, *Un mur de silence*. L'installation a eu lieu dimanche dernier à la place Gérald-Godin, près de l'édicule de la station de métro Mont-Royal. Néanmoins, le lock-out se déroule dans une relative indifférence du public, déplorent certains syndiqués.



LOUISE LEDUC

Un peu comme chez Vidéotron, le conflit de travail à Radio-Canada va bien au-delà des habituelles batailles syndicales. Pour bon nombre de ses artisans, la précarité érigée en système cache quelque chose de préoccupant, de très préoccupant : le démantèlement graduel de la société d'État, comme on l'a fait pour Air Canada et l'Office national du film. Les derniers Don Quichotte se battent-ils contre des moulins à vent ?

QUEL AVENIR POUR RADIO-CANADA?

Vous les voyez à l'écran quotidiennement et vous vous étonnez peut-être de les apercevoir, tout calmes, en Israël, en Afghanistan ou au Pakistan alors qu'ils se trouvent souvent à quelques mètres d'une violente manifestation. Ils sont bien coiffés, bien maquillés, parfaits, impassibles, impeccables, malgré la neige ou la pluie qui leur tombe souvent dessus. Les journalistes ont-ils seulement des émotions ?

Oh que oui, a-t-on pu constater ces dernières semaines ! Aux bulletins d'information, vous avez vu Bernard Derome en rogne, entendu au micro le journaliste Gilles Gougeon hurler « Rentrons, ça ne nous empêchera pas de continuer de haïr nos patrons », puis lu dans les journaux que l'animateur Jean Dussault n'attendait rien de moins que des excuses à genoux de ses supérieurs.

Vous avez vu et lu tout cela parce que les lock-outés en ont décidé ainsi. En lever de rideau de l'assemblée syndicale de mercredi — celle qui a viré au psychodrame et s'est conclue par un jugement à la Salomon — le bureau syndical a réclamé que les médias de l'écrit, de la télé et de la radio qui couvraient l'événement sortent de la salle pendant une heure, question de discuter stratégie tranquilles. Il y a eu vote, l'assemblée a dit non. Pas question de huis clos : l'exercice se ferait au vu et au su de tous ou ne se ferait pas. Que le monde sache, que le monde entende.

Il faut dire que les syndiqués

jouent fort la carte de l'opinion publique depuis le début du conflit. Ils espéraient qu'en décriant la discrimination dont sont victimes les femmes par rapport aux hommes, et les francophones de Radio-Canada par rapport aux anglophones de CBC, ils allaient toucher une corde sensible chez leurs concitoyens.

Cela a bien donné une pétition de 30 000 noms, de prestigieux appuis dans la société civile, mais sans plus. Aucune grande manifestation réclamant à cor et à cri le retour en ondes de ce réseau public « payé avec l'argent de nos taxes », comme dirait l'autre.

« J'ai été un peu déçu du peu de mobilisation, reconnaît le journaliste Jean-François Lépine. Partout où je vais, les gens me disent à quel point Radio-Canada leur manque. Mais pourquoi ne se plaint-on pas en haut lieu plutôt que dans les seuls petits cocktails ? »

Cette faible mobilisation publique en temps de lock-out pousse Jean-François Lépine à penser que Radio-Canada a peut-être besoin de lobbies permanents capables de se porter à sa défense en tout

temps. Pourquoi des lobbies permanents ? Pour contrer les pressions extérieures. Celles d'Ottawa, s'entend.

« Beaucoup de députés à Ottawa font du lobbying au nom d'entreprises privées pour que l'on privatise Radio-Canada. Et quand Robert Rabinovitch (PDG de Radio-Canada) décide de fermer la station de Kamloops, voilà le même député qui hurle au loup et qui dit : *Hé ! Ne fermez pas Kamloops ! Vous n'y pensez pas ! Que diront mes électeurs ?* Quelle hypocrisie ! »

Parlant d'hypocrisie, Jean-François Lépine tient à en dénoncer une autre tout aussi grave, cette légende urbaine qu'entretenaient les réseaux privés sur l'autonomie de leur financement. « Ce qu'ils ne disent pas et ce que les gens ne réalisent pas, c'est que les grandes séries télévisées comme *Fortier*, diffusée à TVA, sont presque entièrement subventionnées. (NDLR : voir les petits logos au début du générique de telles émissions) Peut-on vraiment, dans ces conditions, parler d'une télévision privée ? Ce qui distingue finalement les télévisions publiques et privées, c'est l'usage que l'on fait des fonds publics. À Radio-Canada, 90 % des subven-

tions vont à la production. Dans le privé, elles servent surtout à engraisser des actionnaires. »

Une vocation à repenser

Le débat en cours pose en fait deux questions. La première : Radio-Canada est-elle nécessaire ? Et si oui, que doit-elle présenter ?

À la première question, les réponses fusent. « Sans une télévision publique, le Canada, qui se vante d'être le *plus meilleur pays du monde*, tomberait au rang de république de bananes, lance tout de go Bernard Derome. Une télévision publique, c'est une référence. »

Si Radio-Canada n'existait pas « qui, dans les médias électroniques, se porterait à la défense des droits de l'homme ? Qui parlerait de danse, de théâtre, de cinéma québécois ? » demande Jean-François Lépine.

Un réseau public, « c'est le seul endroit où les gens sont considérés comme des citoyens plutôt que comme de simples consommateurs », résume Anne-Marie Dussault, présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. Seulement, le citoyen doit décider s'il veut de ce réseau public et si oui, lui consentir les moyens de sa survie. »

Voir RADIO-CANADA en B2

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

Bienvenue au musée Jean-Chrétien

Un musée Jean-Chrétien à Shawinigan ? Quelle merveilleuse idée ! Comment se fait-il qu'on n'y ait pas songé plus tôt ? Après tout, il aura du temps libre, si jamais il prend sa retraite.

Au lieu de se bercer chez lui, il pourrait recevoir les visiteurs dans son musée et, tout en les guidant, les divertir en racontant des anecdotes de ses années de pouvoir.

— Pendant que vous faites le tour de l'ordinateur saisi par la GRC, laissez-moi vous raconter celle de Groupaction... Ça, c'est une photo du jour où j'ai fait croire à Paul Martin que je prendrais ma retraite avant 2013. On a ri, mais ri !

Ce serait un succès phénoménal. Mais que Paul Martin et tout le monde se calme, ce n'est qu'un projet.

« On ne peut pas vraiment appeler ça un musée, parce que, d'après les règlements fédéraux, il ne peut y avoir un musée sur un premier ministre que s'il est mort », explique celui qui en a l'idée, Robert Trudel, directeur de la Cité de l'Énergie, la principale attraction touristique de la ville natale du premier ministre.

Or, Jean Chrétien, comme chacun sait, ne s'est jamais porté aussi bien. Il se prépare déjà pour son quatrième mandat. Et tous les autres qui suivront.

« Ce ne serait pas sur sa vie, mais on y exposerait des objets personnels, comme les cadeaux remis aux chefs d'État et de gouvernement lors des conférences internationales », dit M. Trudel, un

infatigable promoteur touristique de la région.

Il se trouve que l'Alcan a fait don à la Cité de l'Énergie de nombreux bâtiments susceptibles d'accueillir d'autres projets. Comme, peut-être, un musée de la « drave ». Ou un autre sur l'enfant célèbre de la Mauricie.

« Je harcèle M. Chrétien sans arrêt depuis deux ans chaque fois qu'il vient dans le comté pour qu'il nous lègue ces objets ; il ne dit ni oui ni non, mais depuis six mois, quand je lui en parle, il sourit », confie M. Trudel.

Si on le fait pour Maurice Richard, le premier joueur de hockey à avoir marqué 50 buts, pourquoi pas pour Jean Chrétien, qui sera sans doute le premier politicien à avoir dirigé le Canada pendant 50 ans ?

Mais même si l'heure de la retraite ne sonnera pas de sitôt, mieux vaut commencer immédiatement à acquérir les objets « signifiants » de sa carrière.

Sinon, vous savez ce qui se passera ? On se fera prendre comme avec le Rocket : la famille organisera un encan sur Internet. Et les Américains achèteront tout ça, et ça se retrouvera dans un musée d'anthropologie de Washington ! Notre patrimoine national !

Il est donc impératif, par exemple, de récupérer la statue inuite avec laquelle M^{me} Chrétien a assommé un malfaiteur dans la



résidence du PM, le soir du référendum de 1995.

Devraient également figurer sur la liste des acquisitions de manière prioritaire : la tuque du militant Bill Clenett, que Jean Chrétien a saisi à la gorge en 1996 ; la balle de golf avec laquelle il a joué contre Tiger Woods ; une balle du golf de l'Auberge Grand-Mère ; le téléphone qu'a utilisé le premier ministre pour convaincre un dirigeant de la Banque de développement du Canada d'avancer un prêt à l'Auberge ; des cartes postales du Danemark...

Il n'y a virtuellement aucune limite.

La question se pose évidemment de savoir qui devrait acquérir ces objets patrimoniaux pour le musée. Je suggère de confier le mandat à l'entreprise privée, dont l'expertise n'est plus à démontrer en matière de défense du patrimoine. Si le Groupe Everest a su trouver des festivals pour placer des commandites de Patrimoine Canada et des commandites de Patrimoine Canada pour placer dans des festivals, et ce pour quelques minuscules millions, on ne me dira pas qu'on n'est pas capable de mener à bien cette tâche patrimoniale prioritaire.

■ ■ ■

Mais l'objet qui ferait courir les foules à Shawinigan, si par impossible on met la

main dessus, ce serait — on peut rêver ! — une réprimande du conseiller en éthique du premier ministre, Howard Wilson. L'homme qui ne verrait pas un conflit d'intérêts même sous la forme d'un éléphant dans son bureau.

Il a cependant été tellement critiqué pour son apparente complaisance — et en matière d'éthique, l'apparence est capitale — que le gouvernement Chrétien concocte ces jours-ci ce qu'on appelle en anglais un *integrity package*. Un nouveau kit réglementaire.

Il y aura de nouvelles règles... mais toujours à peu près rien de contraignant pour les membres du cabinet. Sauf en ce qui concerne les collectes de fonds — pour freiner l'appétit des candidats à la succession de Jean Chrétien, qui récoltent de l'argent, en concurrence avec le Parti libéral.

Rien de contraignant ? En tout cas, un conseiller indépendant, qui veille aux actes des ministres et du premier ministre, qui est nommé par le Parlement, qui fait rapport au Parlement, ce n'est pas pour demain.

Restera donc un conseiller du premier ministre, pour le premier ministre, sans pouvoir réel. Et certainement pas une pièce de musée d'ici tôt.



Photothèque La Presse ©

Les figures bien connues de la télévision Bernard Derome et Raymond Saint-Pierre font partie des lock-outés. Le syndicat aura-t-il remporté son pari de faire comprendre au public que pour quelques « vedettes » de la télévision, plusieurs centaines d'employés vivent plusieurs années dans la précarité et à la merci des contrats renouvelables aux 13 semaines ?

RADIO-CANADA

Suite de la page B1

L'ancien journaliste et politicien Claude Ryan, qui observe d'un oeil aiguisé la scène médiatique depuis de nombreuses années, joue de son côté l'avocat du diable. « Les chiffres sont ce qu'ils sont. CBC va à peine chercher 10 % de l'auditoire. Moins vulnérable à la compétition américaine, le réseau francophone s'en tire mieux, mais encore là, ce n'est pas très reluisant. »

Pour Claude Ryan, en information, les télévisions publiques et privées s'équivalent à bien des égards. « CTV se compare très bien à la CBC et les chiens écrasés à Radio-Canada ne sont pas tellement différents de ceux de TVA. »

La formule PBS

La formule de PBS, le réseau public américain, lui plaît beaucoup. « Des émissions d'affaires publiques, mais des bulletins de nouvelles de cinq minutes, qui s'alimentent surtout d'agences de presse internationales. Pas de match de hockey, beaucoup de culture... »

Dans leur ouvrage *Propagande, médias et démocratie*, Noam Chomsky et Robert McChesney soutiennent au contraire que « PBS est (...) l'exemple d'un système marginal et inefficace. C'est un destin que la

BBC, la SRC et d'autres souhaitent éviter. »

Subventionnés à moins de 15 %, PBS et son pendant radiophonique, la National Public Radio, en sont réduits à quêter, avec les risques que cela comporte, avertissent Chomsky et McChesney. « (PBS et NPR) dépendent de dons d'entreprises, de subventions de fondations des spectateurs. Ce dispositif a fait de PBS et NPR des sociétés commerciales de radiodiffusion et a donné aux compagnies géantes qui en contrôlent le financement une énorme influence sur le contenu de la programmation, à tel point que les principes fondamentaux de la radiodiffusion publique sont violés. »

Largage à l'horizon ?

Comme PBS l'ultraspécialisée, mais contrairement à elle qui ne fait pas grand cas de l'information, Radio-Canada s'apprêterait à larguer une bonne partie de ses services (et de ses employés) pour se concentrer sur l'information. C'est du moins ce que croient ses artisans en constatant que presque toutes les permanences obtenues dans le cadre de la présente négociation ont été accordées au service des nouvelles.

Pourquoi la télévision et la radio générale n'ont-elles rien obtenu ? Est-ce parce que l'on s'apprête à les laisser aller ? À céder à ARTV la culture avec un grand C, à RDS les sports et aux producteurs privés les téléseries ? À conserver essentiellement l'information, incarnée par le tout nouveau et très coûteux Centre de l'information montréalais ?

Serait-ce un drame ? Tout en reconnaissant la légitimité d'une télévision publique, « seule capable de vraiment défendre nos cultures nationales », le producteur Jacques Bouchard, président du conseil d'administration de Pixcom, croit qu'une plus grande place accordée au privé ne doit pas être vue comme une menace, mais comme une source d'émulation « De la décentralisation des centres de création sortent à mon avis les meilleurs projets de téléserie. » Que le meilleur gagne, autrement dit !

Encore faut-il cependant, que Radio-Canada, « garde sa position, en reste à sa mission ».

Qu'elle conserve les créneaux les moins lucratifs, quoi ? « Pas nécessairement, réplique M. Bouchard. Je ne crois pas que Radio-Canada doive tomber dans l'hyper-créneau, dans la chaîne spécialisée, fuir le populaire à tout prix. On peut être accessible sans être kétaine. »

Et les sports, on les garde ou on les largue, comme l'a fait TVA ? Après avoir abandonné les matchs de football et de baseball, Radio-Canada abandonnera-t-il de plus en plus le hockey ? Alors que les négociations des droits de diffusion du Canadien battent leur plein, les rumeurs vont bon train. À moyen terme, il est possible que les soirées du hockey du samedi soir soient plus occasionnelles. Fort probable, aussi, que lorsque le Canadien sera éliminé, le réseau francophone cesse la diffusion des séries éliminatoires plutôt que de nous présenter des matchs Toronto-Caroline.

Daniel Asselin, directeur des émissions sportives à Radio-Canada, nie, lui, que sa section risque de subir le même sort que celle de TVA. « Nos Jeux olympiques connaissent un grand succès, nous avons les courses de Formule 1 et nous allons diffuser le Mondial. De plus en plus de jeunes Québécois pratiquent le soccer, nous croyons que c'est un sport en expansion et qu'il y a là un fort public à conquérir. »

Restez à l'antenne, c'est à suivre...

Grosse fatigue chez le boy-scout

LOUISE LEDUC

« LES BOSS pensent qu'on vit tous un gros trip de *superstars* et qu'on est prêts à accepter les pires humiliations pour voir notre face à la *tivi* et pour pouvoir signer des autographes à l'épicerie. Les voilà bien détrompés. »

Cette déclaration d'une figure connue de Radio-Canada (qui demande ici l'anonymat !) traduit bien l'état d'esprit dans lequel se trouvent même les plus choyés de la société d'État.

Le ras-le-bol est généralisé. Sous le coup de nombreuses coupes budgétaires, la direction a demandé à chacun d'en faire plus, toujours plus, pour toujours moins.

Selon Bernard Derome, la nouvelle réalité en information, faite de nouvelles en continu à RDI et à LCN comme à CNN, épuise les troupes. « J'ai vécu l'âge d'or, cette époque où il n'y avait qu'une chaîne de télévision et où le téléjournal faisait figure de grand-messe à 22 h. On est loin de ça aujourd'hui. De nos jours, nos besoins en informations peuvent être assouvis d'heure en heure à RDI. Pour les employés, cela ne va pas cependant sans une production sous pression qui se vit difficilement. »

Tout cela, sans manifestement beaucoup de reconnaissance de qui que ce soit. « Je ne suis plus sur place aussi souvent qu'avant, mais le grand étonnement de mes deux collaboratrices qui m'entendaient les féliciter pour leur bon travail il y a quelque temps m'a démontré à quel point les compliments sont rares dans cette boîte », poursuit Bernard Derome.

Au printemps 2001, peut-être consciente de ses problèmes de relations humaines, Radio-Canada confiait à la firme torontoise Hay le soin de réaliser un sondage auprès des employés.

Les résultats ont été plutôt catastrophiques. Seulement 21 % des employés ont dit penser que la Société démontre un leadership efficace. À peine 16 % d'entre eux disaient estimer que l'organisation est efficace et bien structurée.

Le stress au travail ? On connaît bien à Radio-Canada. Toujours selon le rapport Hay, une personne sur deux juge sa charge de travail excessive et la moitié des gens croit aussi que le niveau de « stress » au sein de leur groupe de travail est « malsain ».

En fait, l'on court après sa queue : moins de trois personnes sur 10 disent avoir suffisamment de temps pour effectuer les tâches demandées.

Grosse, grosse fatigue, donc, chez le petit boy-scout toujours prêt à aller en ondes...



Avec sa victoire dans la circonscription de Saguenay, Mario Dumont n'a pas fini d'avoir les projecteurs braqués sur lui.

Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Une vraie course à trois au Québec

La percée de l'ADQ ajoute du piquant à l'ambiance fin de règne qui plane sur la Vieille Capitale



DENIS LESSARD

QUÉBEC — Pas de chemises déchirées, ni de démissions fracassantes. Mais la défection est là, désormais visible pour les

initiés. À plusieurs reprises au cours des derniers jours, les députés libéraux ont pu interrompre les travaux de l'Assemblée nationale ou des commissions parlementaires parce qu'il n'y avait pas quorum, trop de députés péquistes brillant par leur absence.

Mercredi, les ministres Diane Lemieux et Sylvain Simard ont dû tenir le fort, seuls, en commission parlementaire, parce que les élus péquistes attendus s'étaient envolés dans la nature.

Cette torpeur dans les troupes péquistes, où les « fantassins », les simples députés, sont désormais moins nombreux que les « officiers », les ministres, ne transpire guère en public. Tous les projecteurs étaient braqués cette semaine sur la décision de Bernard Landry de lancer son ministre vedette, David Levine, dans un combat difficile dans le comté de Berthier qu'a dû lui céder Gilles Baril.

Les réunions du caucus péquiste sont devenues des « love-ins » destinés à rassurer les troupes, où l'officier, Bernard Landry, martèle son discours sur la bonne performance de l'économie québécoise — la meilleure en fait depuis des années. On brandit des sondages internes où le PQ n'est que quelques points derrière les libéraux de Jean Charest, des scénarios rassurants où même chez les francophones, le PQ conserve une avance sur les troupes de Mario Dumont. Mardi dernier M. Landry a même soutenu que des élections déclenchées maintenant laisseraient le PQ majoritaire avec 65 sièges sur 125.

« Tout va bien... l'économie va bien », résumait, ironiques, des députés péquistes qui jugent que « les vraies affaires ne se disent plus », à ces réunions hebdomadaires depuis plusieurs semaines. Même une réunion extraordinaire du Conseil des ministres, un samedi, s'est terminée sur une note plutôt euphorique, la nécessité de « mobiliser » les troupes.

En périphérie, on a moins de réserves. « Le bunker (l'état-major du premier ministre Landry) porte bien son nom. Il est complètement déconnecté de la réalité, du ter-

rain », disait récemment Jocelyn Jalette, président de l'association péquiste de Joliette où il apparaissait trop périlleux au député bloquiste Pierre Paquette de tenter sa chance. Son collègue d'Ottawa, Michel Belhumeur, a décidé lui de sauter à l'eau.

Des grognements

En début de semaine, Bernard Landry sentait le besoin de rappeler qu'il comptait bien rester à la barre jusqu'aux prochaines élections générales. Des grognements commencent à se faire entendre, des péquistes n'ont pas du tout compris sa réaction à l'élection de François Corriveau, député adéquist de Saguenay. « Les gens ont voté pour un souverainiste », a dit M. Landry. « Il aurait voulu dédouaner nos sympathisants pour qu'ils aillent voter pour Mario qu'il n'aurait pas fait autrement », déplore-t-on. La déception a grimpé encore quand M. Landry a accordé l'Ordre national du Québec à l'ancien premier ministre Brian Mulroney. Et il en a remis en décrivant Meech et Charlottetown comme des « tentatives louables » de faire une place au Québec. « Que mon gouvernement fasse cela, j'ai le goût de vomir... » a dit un vétéran péquiste de premier plan.

En envoyant David Levine dans Berthier, un comté rural où le charismatique ministre n'a aucune racine, Bernard Landry a décidé de jouer quitte ou double. Une défaite de sa vedette du dernier remaniement serait un désaveu important pour un premier ministre désigné.

« Si on ne prend pas de risques, on ne montera pas », confie un de ses conseillers. Depuis un an, les sondages montrent que majoritairement, les Québécois veulent « du changement ». Bernard Landry est condamné à surprendre.

Mais les risques sont élevés. Les sondages internes du PQ montrent que l'ADQ était un



Photothèque La Presse ©

Le chef libéral, Jean Charest, voit l'ADQ lui retrancher des voix dans les sondages.

point en avance dans Berthier, dans la dernière semaine d'avril, avant même que ce parti n'annonce la candidature de Marie Grégoire. À la fois jeune et expérimentée — elle faisait partie des jeunes libéraux qui ont quitté Robert Bourassa il y a 10 ans —, elle est au surplus originaire de Berthierville.

D'autant plus que les pérégrinations du candidat Levine laisseront un goût amer dans Berthier, qui avait reçu avec réserve le jeune Baril en 1994. Ce comté rural reste le troisième choix du ministre délégué à la Santé qui pensait d'abord atterrir dans Vachon, puis dans L'Assomption. L'entourage de Bernard Landry a passé le député de L'Assomption, Jean-Claude Saint-André, au laminoir, en vain, pour le convaincre de quitter son siège bien plus sûr que Berthier pour le PQ.

Libéraux inquiets

Mais après avoir fait le plein de voix péquistes — l'ADQ a obtenu 50 % des suffrages dans Saguenay, un bastion péquiste qui avait voté à 73 % pour le OUI au référendum de 1995 — Mario Dumont commence à sérieusement inquiéter les libéraux de Jean Charest.

Mardi dernier, au caucus libéral, l'organisateur Pierre Bibeau a eu beau prendre toutes les précautions, ajuster la répartition des indécis, montrer des graphiques plutôt rassurants, même le plus distrait des députés parvint à comprendre ce qui était en train de se passer : après avoir pris une bouchée dans les appuis du PQ, Mario Dumont grignotait les libéraux.



Photothèque La Presse ©

Bernard Landry rappelle sans cesse à son caucus la vitalité de l'économie du Québec.

Entre mars et avril, l'ADQ, selon les chiffres des libéraux, a grimpé de six points, passant de 18 à 24 % dans les scores bruts. Or, jusqu'ici, l'essentiel de la croissance de l'ADQ s'était faite aux dépens du PQ. Cette fois, Bernard Landry n'avait cédé qu'un point au parti de Mario Dumont, les libéraux — toujours en avance toutefois — quatre.

Chez les francophones, le tableau était encore plus inquiétant. Le PQ est en tête avec 31 % d'appuis, suivi de l'ADQ avec 28 % et du PLQ avec 24 %. Une véritable course à trois, dont l'issue est impossible à prévoir, se dessine dans ces circonscriptions.

« Dans les comtés où le PQ ne s'effondre pas, le candidat libéral peut se faufiler entre le PQ et l'ADQ. Mais si le PQ s'écroule, comme dans Saguenay, on peut avoir de mauvaises surprises », explique un vétéran libéral.

Après le caucus, en dépit de l'été qui s'annonce, tout le monde fut plus facile à enrôler pour se rendre en région, donner un coup de pouce dans les partielles.

« Ce qui est nouveau, c'est que désormais l'ADQ commence à prendre des votes aux libéraux », confirme Claude Gauthier de la maison CROP, qui effectue les enquêtes-terrain pour le PLQ.

Comme Grégoire Golin de Créatec, M. Gauthier croit que la montée de l'ADQ a de bonnes chances de se maintenir, surtout si le parti de Mario Dumont l'emporte dans Berthier.

L'ambition des Américains, la soumission des Canadiens



LA PRESSE À WASHINGTON

Depuis, tout n'est que question de sécurité. Pour certains, la frontière commune avec le Canada est une passoire qu'il faut resserrer et le gouvernement américain prend les mesures qu'il juge appropriées pour les uns, disproportionnées pour les autres. Notre correspondant à Washington fait le point.

Au cours de leur prochaine rencontre, à la fin juin, au sommet des chefs d'État du G8 en Alberta, le premier ministre Jean Chrétien et le président George W. Bush pourraient signer un accord de sécurité frontalière. Selon des dirigeants des principaux services frontaliers des gouvernements du Canada et des États-Unis, un tel accord de haut niveau ferait suite au « Plan d'action pour une frontière sûre et intelligente », qui avait été conclu à la hâte en décembre dernier.

C'était deux mois après les événements du 11 septembre. La circulation aux principaux postes frontaliers — comme celui de Lacolle, au sud de Montréal — était encore ralentie par des mesures de sécurité plus ou moins improvisées.

Le plan d'action avait été signé par John Manley, alors ministre des Affaires étrangères du Canada, nommé depuis vice-premier ministre, ainsi que par Tom Ridge, l'ex-gouverneur républicain de la Pennsylvanie recruté par le président Bush pour élaborer une stratégie de sécurité intérieure pour les États-Unis.

Du point de vue de Washington, l'enjeu principal de ce plan d'action était de remédier d'urgence aux lacunes majeures de surveillance des biens et des personnes traversant « la plus longue frontière non défendue du monde ».

Le gouvernement américain s'est d'ailleurs dépêché d'envoyer des centaines de soldats de la Garde nationale à la frontière entre les deux pays, le temps que les services des Douanes et de l'Immigration obtiennent des renforts.

Washington soupçonnait alors que des terroristes aient pu entrer aux États-Unis en passant par le Canada. Cette hypothèse a été démentie depuis dans les milieux officiels, mais elle persiste encore chez des élus du Congrès et dans des médias américains.

Circulation fluide

Du point de vue du Canada, la priorité du plan d'action de décembre dernier était, outre les raisons de sécurité, de rétablir une bonne circulation des personnes et des marchandises à la frontière entre les deux pays. Environ 85 % des exportations du Canada entrent aux États-Unis par voie terrestre — transport routier et chemin de fer.

Par ailleurs, la persistance de goulots d'étranglement à la frontière réduirait sérieusement l'attrait d'investir au Canada du point de vue d'entreprises étrangères qui ciblent le marché nord-américain.

Cinq mois après la signature de ce plan d'action frontalier, les négociations se poursuivent entre les dirigeants des principales agences des deux gouvernements. Ils se sont d'ailleurs réunis à Burlington, au Vermont, il y a une dizaine de jours.

Les participants se félicitent de la teneur des discussions et du bon esprit de coopération. Mais la complexité de la tâche et les enjeux politiques retardent la conclusion d'un accord satisfaisant les deux parties.

Priorité à la sécurité

Au département d'État, un haut fonctionnaire de la direction des Amériques constate que « l'après 11 septembre a propulsé parmi les priorités politiques à Washington plusieurs projets de sécurité frontalière dont discutaient déjà les fonctionnaires canadiens et américains ».

Mais selon Chris Sands, analyste des relations entre les deux pays au Centre des études internationales et stratégiques à Washington, le Canada s'est plutôt retrouvé en posi-

Les attentats du 11 septembre, on le sait, ont traumatisé nos voisins du Sud.

Depuis, tout n'est

que question de sécurité. Pour certains, la frontière commune avec le Canada est une passoire qu'il faut resserrer et le gouvernement américain prend les mesures qu'il juge appropriées pour les uns, disproportionnées pour les autres. Notre correspondant à Washington fait le point.

tion de vulnérabilité comme rarement auparavant devant les ambitions américaines.

« Toutes ces discussions de sécurité frontalière ne ressemblent pas à un vrai partenariat entre deux pays voisins. Après avoir vu l'impact du 11 septembre à la frontière, Ottawa a laissé le gouvernement américain décider des priorités avant de voir comment il pourrait s'y insérer. »

À l'ambassade du Canada à Washington, le directeur des affaires politiques, Peter Boehm, affirme que les autorités canadiennes des douanes et de l'immigration n'ont pas plié devant les revendications américaines.

« Le Canada ne subit pas de pression particulière. En fait, les Américains nous demandent de partager des idées depuis notre réaction rapide après le 11 septembre, qui avait mené au plan d'action de décembre dernier », précise M. Boehm.

Néanmoins, il admet devoir intervenir régulièrement auprès des élus et des médias américains pour contrer le « mythe » qui fait du Canada, pour les terroristes, une voie d'accès facile vers les États-Unis.

À entendre des membres du Congrès, la surveillance de la « frontière du Nord » ne sera satisfaisante que le jour où elle sera comparable à la surveillance de la frontière mexicaine. Barbelés et patrouilleurs rapides sur la gâchette en moins !

« Le gouvernement américain a ignoré les problèmes de sécurité à la frontière avec le Canada depuis des années, alors qu'il concentrait son attention sur la frontière mexicaine », estime James Sensenbrenner, représentant républicain du Wisconsin qui préside l'importante commission des affaires juridiques de la Chambre. Cette commission supervise les budgets et la gestion des agences frontalrières comme le Service de l'Immigration, très critiqué pour n'avoir pas bloqué les visas d'étudiants étrangers que détenaient les pirates de l'air du 11 septembre.

Bush signe...

Le président Bush a signé mardi une loi de sécurité frontalière qui a été préparée par la commission des affaires juridiques. Cette loi oblige le service de l'Immigration à resserrer considérablement la délivrance et la gestion des visas pour les visiteurs étrangers. Le service a obtenu également un budget additionnel pour embaucher rapidement des centaines d'agents et implanter des nouvelles technologies de gestion de l'identité des personnes.

« La majeure partie de ces nouveaux moyens iront aux postes frontaliers avec le Canada, parce que c'est là que la sécurité est encore insuffisante », a dit M. Sensenbrenner lors d'un entretien au lendemain de l'adoption de la loi, il y a deux semaines.

Cette loi de sécurité frontalière ne concerne cependant que les projets américains en matière de contrôle des personnes. Quant à l'important volet de la circulation des marchandises entre le Canada et les États-Unis, il fait toujours l'objet de pourparlers complexes entre les agences douanières des deux pays. C'est aussi le secteur de la sécurité frontalière qui va demander le plus d'investissements en technologie et en infrastructures.

« Si un prochain attentat aux États-Unis devait impliquer un moyen de destruction entré au pays par un véhicule de transport commercial, la circulation à la frontière serait perturbée, sinon interrompue. La réouverture pourrait prendre des semaines, des mois même à certains endroits », dit Andrew Maner, directeur des relations com-



Photos DENIS COURVILLE ET ARMAND TROTTIER, La Presse



Au lendemain des attentats terroristes à New York et à Washington, la sécurité aux postes frontaliers entre le Canada et les États-Unis a été renforcée. Photo du haut, en direction de Lacolle, l'attente était de plusieurs heures. À gauche, la frontière entre les deux pays passe dans la baie Missisquoi. Photo du bas, à Saint-Armand, la frontière se fait... bucolique!

De telles ambitions ont un coût qui dépasse les capacités budgétaires de l'Agence des douanes. Le budget du gouvernement américain pour 2003, encore débattu au Congrès, prévoit une augmentation des fonds pour la sécurité frontalière de 22 %, pour atteindre 11 milliards.

Les dirigeants de l'Agence des douanes cherchent à impliquer le plus possible le secteur privé, en particulier les grandes entreprises qui effectuent la majeure partie du commerce transfrontalier.

« Les entreprises qui acceptent de partager ces responsabilités bénéficieront d'un traitement prioritaire et accéléré de leurs cargaisons à la frontière. Elles seront les premières aussi à passer si une autre situation de crise devait survenir », selon Andrew Maner.

Par ailleurs, l'Agence américaine des douanes souhaite étendre la collaboration développée avec les autorités canadiennes à d'autres partenaires commerciaux importants des États-Unis.

Cette coopération accrue avec le Canada a mené au déploiement réciproque de douaniers dans les principaux ports à conteneurs des deux pays. Aux ports de Montréal et de Halifax, des douaniers américains participent depuis quelques semaines à la surveillance des milliers de conteneurs en transit vers les États-Unis. Des douaniers canadiens font de même dans le port de Newark, en banlieue de New York, pour les conteneurs en transit vers le Canada.

Des investissements restent à faire pour améliorer cette surveillance commune avec des équipements spéciaux, comme des appareils à rayon X de grand gabarit pour scruter le contenu de conteneurs entiers.

Néanmoins, à l'Agence américaine des douanes, on est impatient de démontrer les avantages d'une telle coopération avec d'autres pays.

Selon Andrew Maner, « le concept mis au point avec le Canada peut servir de modèle partout dans le monde. Il y a 10 grands ports, comme Hong Kong, Singapour et Rotterdam, d'où partent la moitié de toutes les cargaisons à destination des États-Unis. Le pourcentage passe à 66 % si on élargit le groupe aux 20 plus grands ports du monde ».

merciales à l'Agence américaine des douanes.

Selon les explications officielles, une « frontière qui fonctionne » doit accroître grandement la surveillance et la sécurité tout en minimisant les nuisances à la circulation des biens et des personnes. Mais vu les revendications américaines, ce qui se prépare ressemble de plus en plus à un réseau de postes frontaliers avec le Canada qui fonctionneront à deux vitesses.

On les promet relativement rapides pour les individus et les transporteurs qui seront dûment enregistrés auprès des autorités américaines. Les technologies de pointe seront utilisées pour faciliter l'échange de données et le suivi électronique des marchandises. Pour les autres usagers irréguliers des postes frontaliers, les files d'at-

tente continueront de varier.

Dans une récente interview au réseau de télévision ABC, le grand patron de l'Agence américaine des douanes, Robert Bonner, a rappelé que la « priorité depuis le 11 septembre est d'intercepter toute tentative de faire entrer des armes de destruction aux États-Unis par les voies du commerce ».

« Cependant, a-t-il ajouté, l'information que nous obtenons de façon volontaire de la part des transporteurs demeure encore nettement insuffisante, en particulier pour les conteneurs qui dominent le transport international. Nous voulons aller de plus en plus vers l'inspection des cargaisons à leurs points d'embarquement à l'étranger pour les camions, les trains et les navires qui sont à destination des États-Unis. »

Le désenchantement des Saoudiens



GILLES TOUPIN

Notre envoyé spécial poursuit ici ses reportages issus d'une tournée des

principaux pays du monde arabe. Aujourd'hui, il nous rend compte du sentiment d'indignation qui règne en Arabie Saoudite face au conflit israélo-palestinien.

RIYAD — « Les Arabes ne veulent pas de la sympathie du monde entier. Ils veulent être traités avec justice. » La phrase sort d'un seul souffle, sur un ton de supplication exaspérée, de la bouche d'un professeur en communications à l'Université du roi Saoud, le docteur Fahad Al-Kheraiji.

Ils sont au moins une douzaine autour de la table, des savants, des hommes qui pour la plupart ont fait leur doctorat aux États-Unis, certains d'entre eux ayant même servi dans le corps diplomatique saoudien. Ils maîtrisent parfaitement l'anglais ou le français et ils n'ont qu'une seule envie, celle de dire tous en même temps leur indignation, leur frustration, leur colère devant la récente offensive israélienne en Palestine (à Jénine dans les derniers jours du mois de mars) et devant le soutien qu'a reçu l'État hébreu de la part de l'administration américaine.

Leur besoin de dire, de parler, d'exprimer un point de vue qu'ils considèrent trop souvent bafoué ou ignoré par les médias occidentaux est frappant. « Nous pensons que le lobby israélien est responsable de la mauvaise perception en Occident en ce qui concerne les Arabes », affirme Abdulaziz Ibn Salamah, un enseignant responsable du journal de l'université.

« Imaginez, poursuit celui qui a été aussi représentant de l'Arabie Saoudite à l'Unesco à Paris, le prince héritier Abdallah venait tout juste de présenter un plan de paix salué par le monde entier, la Ligue arabe venait tout juste de l'appuyer à Beyrouth et les Israéliens ont tout fait crouler en réoccupant dès le lendemain la Palestine. Les actions israéliennes sont allées trop loin. L'appui américain était évident et permanent et l'information sur ce qui se passait en Palestine défilait sur les écrans de télévision des Saoudiens. Imaginez le mélange explosif dans le monde arabe. Imaginez à quel point le sentiment antiaméricain a pu grandir en quelques semaines chez nous. En ce

moment, la sympathie des Américains pour Ariel Sharon, pour le responsable des massacres de Sabra et Chatila — rappelons-le —, crée beaucoup d'amertume chez les Arabes. Je crois que cela va affecter les intérêts américains dans la région. »

Pourtant, sur des kilomètres à la ronde, la grande Université du roi Saoud baigne dans le calme et la chaleur écrasante des 40 degrés de cette journée-là. Rien ne traduit la colère de ses enseignants et de ses 55 000 étudiants. L'université, un chef-d'oeuvre d'architecture, étend les tentacules de ses 16 facultés dans une succession de colonnades et d'édifices tout aussi majestueux les uns que les autres : trois kilomètres du nord au sud, trois kilomètres de l'est à l'ouest. L'ensemble rappelle les anciens forts jaunes en adobe plantés au coeur des oasis de l'Arabie. Les étudiants, tous des mâles (les filles étudient ailleurs), déambulent tranquillement dans leur grande robe blanche et sous le keffieh rouge et blanc typique.

Il n'y a pas eu ici de manifestations étudiantes comme dans les autres pays arabes. Le pouvoir, qui gouverne selon la loi islamique (la charia), ne permet pas ce genre de comportement. « Ça ne sert à rien, approuve Ahmed, 22 ans, un étudiant en langue française, de manifester dans les rues, cela n'aide en rien les Palestiniens et mène à des dérapages inévitables et à du vandalisme. »

La richesse d'un royaume

Ailleurs dans Riyad, rien plus ne laisse transpirer le désenchantement généralisé des Saoudiens. La ville est un immense chantier de construction. La vieille citadelle restaurée au centre, là où le roi Abdulaziz reprit Riyad en 1902 à son rival Mohamed Ibn Rachid, contraste avec ces gratte-ciel modernes et ces grands édifices de verre qui poussent partout comme des champignons. Riyad étale la richesse du royaume. Partout des autoroutes déversent leur flot de voitures neuves, de grosses américaines, des BMW ou des Mer-

cedes flamboyantes. Au milieu des autoroutes, on se pense parfois à Los Angeles. Dans les vieux souks, rien n'a changé pourtant. Les rares femmes qui y passent sont voilées de la tête aux pieds d'un costume entièrement noir. Et cinq fois par jour, les haut-parleurs des mosquées font entendre leurs prières à Allah. Ailleurs, dans les centres commerciaux intérieurs tout neufs et climatisés, les derniers produits de consommation de la culture occidentale crèvent les vitrines. Cela n'empêche pas la police des moeurs de patrouiller et de veiller à ce que les femmes soient bien couvertes de leur drap noir et à ce que les hommes seuls ne les approchent pas. Deux mondes ont commencé à s'entremêler en Arabie Saoudite et on ne sait pas trop encore ce que donnera cet étrange amalgame.

En attendant, les quelques professeurs de l'université qui ont reçu *La Presse* affirment et réaffirment que l'incrédulité de la population saoudienne face au laisser-faire de la communauté internationale devant « l'agression d'Israël en Palestine » n'a pas de limites. « Les gens ici étaient en colère quand ils ont vu ce qui est arrivé aux tours du World Trade Center à New York le

11 septembre, explique un professeur en sciences politiques d'origine égyptienne. Les gens n'ont pas aimé cela. Et ces attaques n'ont pas été approuvées à la grandeur du monde arabe. Mais vous savez ce qui est en train de se passer depuis Jénine, depuis que les Arabes se rendent à l'évidence de l'appui injuste des Américains aux Israéliens ? Eh bien ! les gens commencent à se dire que peut-être Oussama ben Laden avait raison. Peut-être. »

Ce même soir, infatigables, les professeurs ont tenu à poursuivre la discussion chez l'un d'entre eux, le prince Nayef Bethanayan Al-Saoud. Dans le jardin de la somptueuse résidence du prince, une tente rectangulaire bleu et or grande comme une salle de bal est dressée. Le plancher est de marbre et couvert de tapis iraniens. De gros fauteuils orientaux du même bleu profond que la tente sont alignés tout le tour du périmètre de celle-ci. La thermopompe tourne à fond et rafraîchit l'air. Les serveurs servent le café arabe, un mélange amer et à la fois parfumé fait de grains de café non torréfiés. Au fond de la salle, un écran géant de télévision est ouvert en permanence sur CNN.

« Un peuple sans armée est aux prises avec une puissance armée qui tue, qui a des hélicoptères Apaches, résume le professeur Fahad Al-Kheraiji. Tout le monde sait — et je le lis partout — que l'État hébreu est au-dessus de la loi internationale. Nous ne comprenons pas pourquoi les Nations unies n'ont pu envoyer de mission d'enquête à Jénine. Dans tout le monde arabe, nous pensons que rien ne peut justifier le comportement d'Israël. »

L'amertume des Saoudiens, avons-nous compris ce soir-là, est d'autant plus grande qu'ils ont déployé ces dernières semaines des efforts immenses et sans précédent pour faire avancer la paix. « Les Saoudiens sont préparés à vivre en paix avec leurs voisins, avec les Israéliens, affirme Saleh Al-Aswad, un professeur en communications. Parce que ceux qui sont les plus près de leurs coeurs, ce sont les juifs et les chrétiens. Et les Américains ne véhiculent jamais ce message. Et le plan de paix du prince héritier Abdallah est la démonstration que les Arabes veulent vraiment la paix. La propagande israélienne a perpétué le mythe que les Arabes veulent détruire Israël. Je pense que l'initiative saoudienne est la preuve finale que nous sommes intéressés par la paix. »



Photo Associated Press ©

La prise de position du prince héritier de l'Arabie Saoudite, Abdallah, devant les caméras de la télévision nationale constitue une première dans l'histoire du pays. Cette démarche servait à démontrer l'importance que le royaume accorde à son initiative de paix. Cette photo a été prise à l'occasion de sa dernière visite aux États-Unis, il y a trois semaines.

Entre l'activisme et la patience, l'Arabie Saoudite est devenue un acteur clé

GILLES TOUPIN
envoyé spécial

RIYAD — Du jamais vu ! C'était la première fois qu'un dirigeant saoudien, membre de la famille royale, prenait la peine d'aller à la télévision pour expliquer à la population la politique étrangère du pays. Par ce geste extraordinaire, le prince héritier Abdallah a voulu certes apaiser les esprits d'une population en colère, raconte Talmix Ahmad, l'ambassadeur de l'Inde à Riyad, mais il a voulu surtout démontrer l'importance qu'il attachait à son initiative de paix.

« Assez, c'est assez ! » tonne dans son bureau du ministère des Affaires étrangères le prince Turki Saoud Al-Kabeer. « Quelle perte de temps ! Quelle perte d'argent ! Que d'efforts gaspillés ! Les Palestiniens ont beaucoup souffert au cours des 50 dernières années. Ils ne connaissent rien d'autre que l'humiliation, ils ne connaissent rien d'autre que de supplier qu'on les aide. Qu'attendez-vous d'un peuple désespéré ? Qu'il dise merci aux Israéliens et qu'il leur serre la main ? Les Palestiniens ont vu leurs terres confisquées, les colonies de peuplement qui se multiplient, leurs maisons détruites, leurs récoltes et leurs fermes complètement ruinées. Assez, c'est assez ! »

Le prince Turki Al-Kabeer a la réputation d'un homme qui n'a pas la langue dans sa poche. Sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, il parle longuement, mais avec politesse et courtoisie, de l'initiative de paix de son grand patron, le prince héritier Abdallah. Mais il parvient mal à garder son calme lorsqu'il aborde les sujets de Jénine et d'Ariel Sharon. « Vous avez vu, lance-t-il, les images à la télé des enfants retirés morts des décombres de Jénine ? Qu'est-ce qui peut justifier un tel comportement ? Comment un homme qui justifie un tel comportement peut-il ensuite prétendre vouloir faire la paix ? Comment pouvons-nous faire confiance à un homme comme Sharon, qui a aussi massacré 2000 Palestiniens à Sabra et à Chatila ? »

Pour l'Arabie Saoudite, l'os n'est pas facile à avaler : l'offensive israélienne en

Palestine a été déclenchée le lendemain même du sommet arabe de Beyrouth (le 28 mars) et de l'acceptation par la Ligue arabe de la proposition de paix saoudienne. La réponse d'Israël a été perçue ici comme une véritable injure. L'Arabie Saoudite s'était rarement mise de la sorte au devant de la scène en ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient. Elle se contentait depuis des années de tirer les ficelles en coulisses et de faire usage discrètement de sa diplomatie auprès de Washington, du Canada et des pays européens. Mais cette fois, devant l'absence de tout leadership arabe sur la question, elle a voulu combler le vide et frapper un grand coup. Le plan de paix de la Ligue arabe proposait ni plus ni moins une solution globale et définitive : la terre contre la paix, la Palestine en échange d'une normalisation complète des relations israélo-arabes.

« Le prince Abdallah avait consulté tous les pays voisins, raconte à *La Presse* le prince Turki. L'initiative avait été acceptée à Beyrouth par les pays arabes et elle a été acceptée par le reste du monde, y compris les États-Unis. C'est la première initiative qui a reçu un tel appui, sauf de Sharon et de son gouvernement. Nous sommes très déçus, extrêmement déçus. Mais même rendu à ce point, le gouvernement saoudien se refuse d'être négatif. »

Les signes cependant que les choses vont s'arranger, que des négociations sérieuses vont commencer, ne sont pas très encourageants, estime le prince. « Ce à quoi on a assisté de la part d'Israël depuis le début, constate-t-il, c'est à une tentative de blocage systématique afin de maintenir le statu quo, ce qui permet d'imposer le fait accompli, d'accroître les colonies de peuplement, de nier aux Palestiniens le droit à Jérusalem-Est, de nier aux réfugiés le droit au retour et de maintenir l'occupation. »

Le comportement des États-Unis, ajoute le sous-secrétaire d'État, n'a pas aidé dans toute cette affaire. « Parfois dans la vie, dit-il, nous ne sommes pas contents de nos amis ou des membres de notre propre famille. Nos rapports avec les États-Unis

sont stratégiques ; nous avons les mêmes intérêts en ce qui concerne la stabilité et la sécurité. Mais malheureusement, nos rapports avec les États-Unis en ce moment sont affectés parce qu'Israël veut tenter de créer un schisme entre les États-Unis et le Moyen-Orient. L'administration américaine en ce sens est entièrement sous la coupe de puissants lobbies intérieurs, dont le lobby juif. Mais ce que Washington devrait réaliser, c'est que ces lobbies s'occupent davantage de leurs intérêts immédiats que des intérêts des États-Unis. Nous sommes francs avec les Américains. Nous leur parlons durement. Nous leur demandons, par exemple, comment il se fait qu'un si petit pays comme Israël puisse à lui seul dominer la politique des États-Unis dans un lieu aussi stratégique que le Moyen-Orient. Nous leur disons aussi que plus on attend pour régler la question, pire ce sera. Regardez ce qui s'est passé ces trois derniers mois. C'est comme ça qu'on leur parle et ils commencent à écouter. »

L'Arabie Saoudite continue de s'activer dans le dossier, multipliant ces derniers jours les visites et les contacts. Qu'il s'agisse du prince héritier Abdallah ou du ministre des Affaires étrangères Fayçal Al-Saoud, ils ne sont pratiquement jamais au pays, faisant la navette entre l'Occident et les pays arabes. N'empêche que le gouvernement ici demeure sceptique face à l'idée d'une conférence de paix dès cet été. « Nous n'avons pas encore décidé de notre participation, affirme le prince Turki. Tout n'est pas encore assez clair au sujet de cette conférence. Nous irons à certaines conditions. Israël devra d'abord se retirer complètement de la Palestine. Ensuite, le principe qu'il appartient aux Palestiniens seuls de choisir leur chef devra être respecté. Enfin, cette conférence de paix ne devra pas ignorer l'initiative de paix saoudienne. Il n'y en a pas d'autre à ce jour. Les fameux plans Tenet et Mitchell ne traitent que de questions régionales. Ils ne proposent pas, comme nous, une solution de paix globale. Nous n'irons donc pas à cette conférence les mains vides. Il faut un ordre du jour précis et nous n'avons rien vu de tel jusqu'à maintenant. »

L'arme du pétrole

GILLES TOUPIN
Envoyé spécial

RIYAD — Non, l'Arabie Saoudite n'utilisera pas l'arme du pétrole pour faire pression sur les États-Unis dans le dossier israélo-palestinien. Le prince Turki Saoud Al-Kabeer est catégorique et il réaffirme ce que le prince héritier avait dit au président des États-Unis, George W. Bush, lors d'une récente rencontre : pas question d'imiter l'Irak et de se lancer dans une aventure sans lendemain.

« Quand on parle de pétrole, explique à *La Presse* le prince Turki, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques du royaume, il faut être réaliste et non pas émotif. Le pétrole est un bien de consommation stratégique. Au cours des années 70, il est vrai, l'Arabie Saoudite a utilisé cette arme. Mais les conditions étaient autres. Il y avait à l'époque pénurie de pétrole. La Russie était l'URSS. Il n'y avait pas beaucoup de producteurs et l'OPEP dominaient 70 % du marché. »

Aujourd'hui, même si l'Arabie Saoudite est le deuxième fournisseur de pétrole des États-Unis (8 % de sa consommation) après le Canada, sa marge de manoeuvre est considérablement réduite pour en faire un moyen de pression. « Il y a des surplus sur les marchés, affirme le prince Turki, et les réserves des pays industrialisés sont au plus haut. De plus, l'OPEP a une surproduction de quelque 1,5 milliard de barils au-dessus des quotas. »

Cela signifie, en bref, que si l'Arabie Saoudite coupe ses approvisionnements aux États-Unis et à l'Occident, d'autres producteurs, au sein et à l'extérieur de l'OPEP, se feront un malin plaisir de prendre sa place — notamment la Russie.

« Si nous utilisons l'arme du pétrole, ajoute le prince, cela n'aura donc pas les résultats escomptés. Cela aura même un effet extrêmement négatif sur nous. D'autres pays développeront d'autres sources d'énergie et notre marché tombera. Nous n'aurons plus de revenus pour faire face à nos obligations. »

« Et puis, conclut-il, pourquoi faire ce genre de pressions alors que le gouvernement aux États-Unis répond à l'heure actuelle et discute avec nous ? Nous n'avons pas besoin d'utiliser l'arme du pétrole. »

L'EUROPE EST-ELLE MALADE?



Séisme en France. Cinq millions d'électeurs sont prêts à suivre

LA PRESSE À LONDRES

Jean-Marie Le Pen dans sa folie xénophobe. Choc aux Pays-Bas. Le populiste Pim Fortuyn est assassiné en pleine rue. De la Grande-Bretagne à l'Autriche, de l'Italie à la Norvège, l'extrême droite gagne du terrain. L'Europe est-elle malade?

BURNLEY — Steve Smith est fier de son coup. Le mois dernier, le coordonnateur de campagne du British National Party (BNP) a accroché une immense banderole électorale à l'une des nombreuses cheminées d'usines désaffectées qui s'élèvent en plein centre de Burnley. «Des milliers de personnes pouvaient la voir chaque jour», dit-il, l'air satisfait.

Burnley, une ville glauque du nord de l'Angleterre, porte les cicatrices d'une époque industrielle révolue. Autour des grandes cheminées de briques rouges, ses quartiers pauvres ressemblent à des zones de guerre: des maisons abandonnées aux fenêtres placardées, des rues sans arbres jonchées de débris et de carcasses de voitures.

C'est à Burnley que des milliers d'immigrants ont convergé, dans les années 1960, pour travailler dans les usines de textiles en mal de *cheap labor*. C'est Burnley qui a été secoué par de violentes émeutes raciales, l'été dernier. Et, depuis les élections municipales du 2 mai, c'est aussi Burnley qui a été proclamé «capitale du racisme en Grande-Bretagne».

Trois candidats du BNP, un parti néofasciste, ont été élus au conseil municipal. La percée paraît modeste en regard des récents succès de l'extrême droite en Europe, mais elle est sans précédent au pays de Tony Blair. Les Britanniques sont en état de choc, eux qui croyaient être immunisés contre les politiciens xénophobes, voire carrément racistes, qui ont la cote sur «le continent», comme ils appellent souvent le reste de l'Europe.

«Je ne crois pas que nous soyons protégés par notre soi-disant culture de tolérance», dit David Baker, politologue à l'Université de Warwick. La seule chose qui sauve la Grande-Bretagne du l'extrême droite en Europe, mais elle est sans précédent au pays de Tony Blair. Les Britanniques sont en état de choc, eux qui croyaient être immunisés contre les politiciens xénophobes, voire carrément racistes, qui ont la cote sur «le continent», comme ils appellent souvent le reste de l'Europe.

L'Europe est-elle malade? Pendant que Burnley disait oui au BNP, cinq millions de Français appuyaient le Front national de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles. Les actes de vandalisme contre les synagogues et les mosquées se multiplient d'un bout à l'autre du continent. Mercredi, la Liste de Pim Fortuyn — le leader néerlandais assassiné le 6 mai — a rafalé 26 des 150 sièges du Parlement de La Haye, devenant le deuxième parti du pays. Après ceux de l'Autriche et de l'Italie, les populistes des Pays-Bas pourraient même accéder au pouvoir, dans un gouvernement de coalition.

Aux yeux du monde, l'Europe semble sur une pente dangereusement glissante. Pour certains analystes conservateurs américains, le continent serait hanté par le spectre d'un nouveau fascisme. Débarrassé de sa culpabilité face à l'Holocauste, il serait sur le point de replonger dans les mêmes eaux troubles que dans les années 1930. Le racisme et l'intolérance feraient partie de sa culture; l'antisémitisme, de ses gènes.

Pas si vite. Certes, mis bout à bout, les événements sans liens des dernières semaines donnent à penser que l'Europe couve une méchante fièvre. Mais les raisons de la montée de l'extrémisme sont variées et complexes. Steve Smith, du BNP, a beau y voir une «lutte des Européens blancs contre la conspiration de la mondialisation». La réalité est plus nuancée.

Une leçon à la classe politique

En France, où des synagogues ont été profanées par une infime minorité de citoyens musulmans troublés par le sort des Palestiniens au Proche-Orient, «toutes les statistiques montrent que le racisme et l'antisémitisme sont en diminution constante depuis la Seconde Guerre mondiale», souligne Jean-Yves Camus, politologue au Centre de recherche et d'action contre le racisme et l'antisémitisme (CERA), de Paris.

«En Autriche, l'immigration ne venait qu'en cinquième position dans les déterminants du vote pour le Parti de la liberté de Jörg Haider, en 1999, bien après la situation économique, la personnalité du leader et la volonté de donner une leçon à la classe politique.» Depuis près de 50 ans, les Autrichiens étaient gouvernés par deux partis, de centre gauche et de centre droit, un système de favoritisme du nom de «Proporz» sous lequel les emplois du secteur public revenaient automatiquement aux loyaux sujets de l'oligarchie en place. Et ils en avaient assez.

Parmi les milliers de Néerlandais qui faisaient la queue pour signer le livre de condoléances de Pim Fortuyn, la semaine dernière à Rotterdam, nombreux étaient ceux qui pensaient que leurs dirigeants étaient corrompus, toujours prêts à se protéger entre eux afin de



Aux élections générales de 1999 en Autriche, le Parti de la liberté, de Jörg Haider, a réalisé la meilleure performance de tous les partis d'extrême droite européens depuis la Deuxième Guerre mondiale.

mieux s'incruster au pouvoir. Qu'importe si leur gouvernement avait démissionné, un mois plus tôt, en réponse à la publication d'un rapport sur l'incapacité des Casques bleus néerlandais à prévenir le massacre de Srebrenica. Ils étaient convaincus de faire partie d'un vaste mouvement de rébellion européen contre l'hypocrisie des élites politiques.

Dans le nouveau désordre mondial, le clivage entre la gauche et la droite est ténu, les deux courants idéologiques se ralliant plus ou moins aux postulats du libéralisme et de la mondialisation. En s'éloignant des couches populaires, la gauche a contribué au succès des populistes, estime M. Camus. «Il y a un besoin de re-politisation des débats.»

Ironiquement, les partis d'extrême droite sont devenus des partis ouvriers. Jean-Marie Le Pen et ses semblables ont rafalé les suffrages des prolétaires, des chômeurs et des travailleurs précaires, l'électorat traditionnel de la gauche. «Les sociaux-démocrates n'ont pas réagi à temps, ils ont accepté les lois du marché et de la mondialisation, et ceux qui se sentent exclus, isolés et déclassés cherchent une solution simple et simpliste auprès des populistes», dit Jos Van der Velpen, avocat belge et auteur de trois ouvrages sur l'extrême droite en Europe.

«Le New Labour a abandonné le noyau dur de son électorat traditionnel dans les villes industrielles en déclin du nord de l'Angleterre», dit David Baker. Les ouvriers ont voté pour les travaillistes pendant des années, et qu'ont-ils obtenu en retour de leur loyauté? Des usines fermées, des maisons en décrépitude, un avenir bouché. Le BNP leur a donné quelque chose à blâmer: la présence des «étrangers». De Burnley à Rotterdam, en passant par Marseille et Anvers, les populistes exploitent les inquiétudes des laissés pour compte en montrant du doigt les minorités ethniques, responsables, disent-ils, de tous les maux de l'Europe.

Les partisans des populistes ne sont pas tous racistes et xénophobes. Mais il n'y a rien de nouveau là-dedans, souligne M. Baker. «En 1934, un sondage a montré que la plupart des membres du Parti nazi n'étaient pas antisémites. Et ceux qui ont voté pour Hitler, dans une Allemagne durement frappée par deux crises économiques majeures, se sentaient abandonnés par leurs politiciens. Ils croyaient qu'ils votaient pour des emplois, pas pour la Seconde Guerre mondiale!»

Aujourd'hui, le continent est plus stable et prospère. L'Union européenne, créée en partie pour prévenir la possibilité de conflits entre les États membres, décourage les nationalismes fanatiques. «Les valeurs démocratiques sont beaucoup plus ancrées dans les partis politiques, qu'elles ne l'étaient dans les années 1930», dit Jos Van der Velpen. Même les formations extrémistes les moins respectables, comme le très raciste BNP, se prêtent désormais au jeu électoral. «Je suis dégoûté d'avoir à respirer le même air qu'eux à l'hôtel de ville, dit le conseiller Mozaquir Ali, fils d'immigrants pakistanais. Mais que peut-on y faire? C'est ça, la démocratie.»



Un militant d'extrême droite brandit une pancarte montrant un soldat allemand avec l'inscription «merci», lors d'une manifestation à Vienne en Autriche, le samedi 30 avril dernier.

1 Le Parti du peuple danois, présidé par Pia Kjaersgaard, est devenu la troisième formation en importance du pays lors des élections générales du 20 novembre 2001.

2 Jean-Marie Le Pen, président du Front national, parti d'extrême droite en France, a accédé, à la surprise générale, au second tour des élections présidentielles en mai dernier.

3 Le recomptage des voix aux élections municipales de Burnley en Angleterre, le 3 mai dernier, a donné trois sièges au parti néofasciste de Nick Griffin, leader du British National Party.

PAYS-BAS

Aux Pays-Bas, le récent assassinat de Pim Fortuyn n'a pas empêché son jeune parti de récolter 26 des 150 sièges du Parlement, mercredi, devenant ainsi la deuxième formation en importance du pays. M. Fortuyn, qui voulait fermer la porte aux immigrants et qui avait qualifié l'Islam de «religion arriérée», était le seul membre éminent du parti qui porte encore son nom. Son successeur, Mat Herben, pourrait former un gouvernement de coalition avec les démocrates chrétiens, qui ont chassé la gauche du pouvoir.

FRANCE

Jean-Marie Le Pen a provoqué un séisme en France et dans toute l'Europe en accédant au second tour des élections présidentielles contre Jacques Chirac, une défaite monumentale pour le socialiste Lionel Jospin. Le 5 mai, après deux semaines de manifestations, les Français ont rejeté en masse le Front national et son leader, qui a un jour affirmé que les camps de concentration nazis constituaient «un détail de l'histoire». Malgré les manifs, cinq millions de Français (17%) ont continué à soutenir le chef du Front national.

GRANDE-BRETAGNE

En Grande-Bretagne, le British National Party (BNP) demeure une formation marginale, bien qu'il ait récolté 12% des voix aux élections générales de 2001. Le BNP éprouve de la difficulté à percer en raison du système électoral uninominal à un tour, qui écarte les tiers partis du pouvoir. Sous l'autorité de Nick Griffin, l'ancienne formation néonazie a gagné en respectabilité, mais reste «une bande de *hooligans*» aux yeux de plusieurs Britanniques, explique David Baker, politologue à l'Université Warwick. M. Griffin lui-même a étudié à Cambridge, mais ressemble davantage à «un vendeur d'aspirateurs».

Le 2 mai, trois conseillers du BNP ont été élus à Burnley, une ville industrielle du nord de l'Angleterre secouée l'été dernier par des émeutes raciales. C'est une percée sans précédent pour le parti, qui a exploité la division des votes et le mécontentement des électeurs face à la toute puissance du New Labour. Le même jour, les habitants de Hartlepool se sont aussi rebellés contre la classe politique en élisant à la mairie H'Angus the Monkey, la mascotte du club de football local!

ALLEMAGNE

En Allemagne, le Parti de l'offensive de l'État de droit du populiste Ronald Schill a obtenu un spectaculaire résultat de 19,5% des voix aux élections régionales d'Hambourg, en septembre. Mais c'est le Parti national démocratique (NPD), inspiré du nazisme, qui cause le plus d'inquiétude. En raison de son passé, l'Allemagne s'est dotée de garde-fous uniques pour prévenir l'émergence de formations extrémistes. D'abord, ces partis n'ont droit à aucune représentation fédérale s'ils récoltent moins de 5% des voix. Ensuite, la Cour constitutionnelle peut dissoudre les formations jugées dangereuses. Elle doit se prononcer sur le cas du NPD après les élections fédérales de septembre prochain.

Mais l'Allemagne n'est pas immunisée contre la violence des *skinheads*, qui ont profané de nombreux cimetières juifs et tué une centaine d'étrangers depuis la réunification, surtout dans l'ancienne territoire de la RDA. «Les *skinheads* forment une jeunesse qui proteste contre notre type de société, une génération perdue», dit Ralf Ryltewski, professeur à l'Université Libre de Berlin. Une jeunesse déclassée, nostalgique de l'encadrement social et économique du régime communiste, mais qui seraient aussi incitée à la violence par le NPD.

AUTRICHE

L'Autriche a violé un tabou en acceptant d'intégrer le Parti de la liberté de Jörg Haider au gouvernement de coalition de centre droite, en 1999. Le succès de M. Haider a beaucoup été attribué à la frustration des Autrichiens face au gouvernement de consensus, une oligarchie confortablement installée au pouvoir depuis près d'un demi-siècle. Les réactions européennes outrées et les sanctions économiques n'ont pas chassé Haider du paysage politique. Au contraire, ce dernier semble avoir tracé le chemin du pouvoir à d'autres formations d'extrême droite en Europe.

Deux ans plus tard, en Italie, Umberto Bossi est devenu ministre du gouvernement de coalition de Silvio Berlusconi. M. Bossi ne réclame plus la sécession des riches régions du nord de l'Italie, mais son discours est toujours aussi xénophobe et anti-européen. Sa formation, la Ligue du Nord, a perdu 10% de son électorat depuis 10 ans, pour ne récolter que 3,9% aux législatives de juin 2001.

BELGIQUE

En Belgique, le Vlaams Blok réclame l'indépendance de la Flandre et la «priorité nationale» devant les immigrants. La formation de Philip Dewinter a récolté 9,8% des voix aux élections législatives de 1999 — et un énorme 33% aux communales d'Anvers, l'année suivante. «Le Vlaams Blok veut renvoyer tous les immigrants à bord d'avions de l'armée. C'est une sorte de déportation collective!» s'indigne Jos Van der Velpen, avocat de la Ligue des droits de l'homme flamande. Les partis politiques belges ont formé un «cordon sanitaire» autour du Vlaams Blok et refusent toute alliance avec la formation.

DANEMARK

Au Danemark, le Parti du peuple dirigé par la «dame de fer» danoise, Pia Kjaersgaard, est devenu la troisième formation en importance du pays en novembre, et influence les politiques du gouvernement. L'immigration y est devenue plus difficile et l'aide aux pays du tiers-monde a été réduite. En avril, la coalition de centre droite au pouvoir a été critiquée par les Nations unies pour son projet d'interdire aux étrangers de moins de 24 ans de rejoindre leurs époux au pays. En Norvège, le Parti du progrès de Carl Ivar Hagen a obtenu 15% des suffrages, en 1997.

PORTUGAL, ESPAGNE ET GRÈCE

«Étrangement, les trois pays d'Europe qui ont connu une dictature de droite, le Portugal, l'Espagne et la Grèce, n'hébergent aucun mouvement obtenant plus d'un pour cent du soutien populaire», souligne le politologue Jean-Yves Camus. Comme si leur passé douloureux les avait immunisés, du moins pour l'instant, contre la fièvre de l'extrême droite.



Des milliers de Néerlandais ont fait la queue, à Rotterdam, pour signer le livre de condoléances de Pim Fortuyn, leader du parti la Liste Pim Fortuyn, assassiné le 6 mai dernier.

Comment répondre à l'extrême droite

«C'est n'est pas toujours facile de vivre ici, mais si tu n'aimes pas les Pays-Bas, tu n'as rien à y faire!» Carlos Lapé, 31 ans, a fait le voyage d'une vie, du Surinam à Rotterdam, quand il était encore enfant. C'est une leçon de tolérance, des propos très durs envers les immigrants qui refusent de s'intégrer à la société néerlandaise. «Ils ont peur d'oublier leur pays. Un jour, ça va exploser. Pim Fortuyn était le seul à oser en parler.»

Le nouveau martyr de l'extrême droite européenne, assassiné le 6 mai, n'était pas le seul à «oser parler». D'un bout à l'autre du continent, les leaders populistes ont répondu à des inquiétudes réelles et croissantes à propos de l'immigration. Par leur discours xénophobe et grossièrement simpliste, ils ont brisé un tabou, forcé un débat trop longtemps ignoré par les élites politiques européennes.

Il n'y a pas de solution simple au problème de l'immigration en Europe occidentale, une destination de choix pour les Asiatiques et les Africains persécutés ou attirés par la perspective d'une vie meilleure. Avec les nouveaux transports de masse, le monde pauvre se déplace dans le monde riche à une vitesse sans précédent. Depuis 10 ans, 15 millions de nouveaux arrivants ont pris pays au sein de l'Union

européenne. On estime le nombre d'immigrants illégaux à 500 000 par an, par rapport à seulement 40 000 en 1993.

«Il existe une pression réelle sur les frontières européennes, qui commence à inquiéter une part croissante de l'opinion publique et qui alimente la paranoïa actuelle», dit David Baker, expert en politique d'extrême droite à l'Université Warwick. Contrairement à ce qu'en disent les populistes, l'Europe, avec son taux de natalité en baisse et sa population vieillissante, est dépendante de l'immigration. «Les sociétés capitalistes en croissance ont besoin de travailleurs au bas de l'échelle sociale pour continuer à fonctionner.»

Mais dans les villes portuaires de Marseille, de Rotterdam et d'Anvers, dans les villes industrielles en déclin du nord de l'Angleterre et dans les régions pauvres de l'ancienne Allemagne de l'Est, l'immigration crée des tensions exploitées par l'extrême droite et constitue un véritable signal d'alarme, estime M. Baker. «Pour l'instant, notre économie peut s'accommoder du flux migratoire. Mais s'il y avait une crise économique en Europe, je deviendrais très inquiet, non seulement de l'extrême droite, mais aussi des élites en place, qui risquent d'adopter des politiques d'immigration très sévères.»

Déjà, plusieurs politiciens se font plus

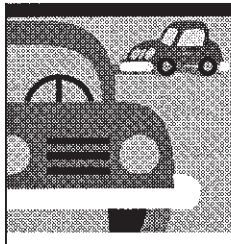
durs envers les immigrants, dans l'espoir de couper l'herbe sous le pied des populistes. Au Danemark, le gouvernement a adopté des politiques d'immigration plus sévères et réduit l'aide au tiers-monde. La Commission européenne propose de créer une force multinationale pour garder ses frontières extérieures contre l'immigration illégale. Le ministre de l'Intérieur britannique, David Blunkett, a provoqué la fureur de la gauche en affirmant que les enfants des réfugiés «submergent» certaines écoles. «Le problème, c'est que ces politiciens sont eux-mêmes populistes», dit M. Baker. Ils occupent le terrain de l'extrême droite, utilisent leur langage et empruntent leurs politiques!»

Mais alors, comment les gouvernements européens doivent-ils répondre aux récents succès des partis populistes? Selon Jos Van der Velpen, avocat flamand et auteur de trois ouvrages sur l'extrême droite, l'Union européenne a commis une grave erreur en ne faisant pas plus d'efforts pour empêcher ces partis de former des gouvernements de coalition en Autriche et en Italie. «Elle n'a pas compris que ces partis constituent un danger pour la démocratie.» L'Europe devrait suivre l'exemple de la Belgique, où les partis politiques ont établi un «cordon sanitaire» autour du Vlaams Blok de Philip Dewinter, pour l'empêcher d'accéder au pouvoir dans une coalition gouverne-

mentale. Mieux encore, l'Allemagne dispose de lois qui lui permettent de réprimer sévèrement, voire de dissoudre, les partis jugés extrémistes.

Pour Jean-Yves Camus, politologue au Centre de recherche sur le racisme et l'antisémitisme (CERA), de Paris, il s'agit toutefois d'une fausse solution. «Il existe un débat en France sur l'interdiction du Front national. Mais le problème qui se pose est de nature politique, il s'agit de répondre aux inquiétudes des électeurs, qui ne disparaîtront pas avec un tour de passe-passe. Je ne vois pas comment dissoudre un mouvement rassemblant cinq millions de personnes fera progresser la démocratie.»

Les dirigeants doivent plutôt avoir le courage d'entamer un débat en profondeur sur les enjeux soulevés par les électeurs, «y compris quand ces enjeux sont dérangeants par rapport au politiquement correct», estime le politologue. La sécurité, la maîtrise du flux migratoire et la mondialisation «doivent être abordées de front, de manière à ne pas laisser le monopole de la contestation politique aux formations nationales populistes. Parce que c'est ça qui fait leur succès. Aujourd'hui, le consensus est tellement fort que les partis d'extrême droite rassemblent la quasi-totalité de ceux qui se sentent menacés, d'une façon ou d'une autre, par l'évolution de la société.»



AUTOBAINES

7 jours consécutifs

pour seulement

35,70 \$*

pour 3 lignes

1,70 \$* par ligne additionnelle par jour
*taxes en sus

LES PETITES ANNONCES

La Presse
cyberpresse.ca

987-VENDU

sans frais 1 866 987-VENDU (8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

3052191

IMPORTANT ENCAN PUBLIC

DROITS ACQUITTÉS AU CANADA
CHARGEMENT K.L.M. NO 074-9476-1984

Marchandise étiquetée en conformité avec la législation de Revenu Canada - Accise et douane concernant les importations et la section B4 (1) (2) de la Loi sur le tarif douanier plus autre marchandise à solder.

Faites une offre sur ces tapis persans de qualité noués à la main.

Tous garantits authentiques : Qum, Tabriz, Isfahan, Kashan, Sarough, Mashad. Egalement lot de tapis traditionnels persans et asiatiques. Autres articles comprenant des sculptures en bronze et de magnifiques toiles.

Faites une offre sur des bijoux de designer et des montres suisses saisis pour défaut de paiement.

Solitaires, bagues, bracelets, boucles d'oreilles, perles, rubis, émeraudes et une sélection de montres Rolex et autres marques.



Montre Rolex
Bronze
Toile
Solitaire

Tabriz 10 x 13
Laine et soie

Date : le lundi 20 mai 2002
Inspection à 13 h Encan à 14 h

Endroit ; Hôtel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie Tél. : (514) 731-7701

Chaque pièce est adéquatement étiquetée. Toutes les marchandises seront remises immédiatement après le paiement. Tous les droits d'importation ont été acquittés au port d'entrée. Identification adéquate exigée à l'inscription. Commission d'achat de 10 % en vigueur. Sous réserve d'ajouts et de retraites. L'encaneur mentionnera quels sont les articles sujets à mise à prix. Les marchands devront prouver sur place qu'ils bénéficient d'une exemption de taxes. Paiement : Amex, Visa, MasterCard, comptant

Le corps de Daniel Pearl aurait été retrouvé

Agence France-Presse

KARACHI, Pakistan — Un corps « décapité », qui pourrait être celui de Daniel Pearl, a été découvert hier près de Karachi, dans le sud du Pakistan, sur les lieux où semble avoir été détenu le journaliste américain, enlevé le 23 janvier puis assassiné par des militants islamistes.

Des analyses médicales devront maintenant confirmer que ce corps est bien celui de Daniel Pearl. Les premières conclusions sont attendues « dans deux jours », a dit le chef de la police de la province du Sind, Syed Kamal Shah.

La police a été mise sur la piste du corps par un suspect interpellé dans le cadre des enquêtes en cours dans les milieux islamistes. Elle a déclenché hier une opération de fouilles à quelques dizaines de kilomètres à l'est de Karachi, la grande ville portuaire où avait dis-

paru le correspondant du *Wall Street Journal*, âgé de 38 ans.

La police a annoncé qu'un « corps décapité », « en 10 morceaux », selon Syed Kamal Shah, avait été découvert, et que des analyses allaient être faites en particulier « sur les cheveux et les dents ».

« Ce pourrait être Pearl, mais nous voulons être sûrs à 100 % », a déclaré le responsable de l'enquête, Manzoor Mughal.

Un autre enquêteur, parlant sous le couvert d'anonymat, a indiqué que le corps avait été découvert près d'une cabane ressemblant au lieu où a été détenu Daniel Pearl, comme en témoignent les photos du journaliste en captivité diffusées par ses ravisseurs. Le visage était couvert de boue et méconnaissable.

« Le corps ressemble à celui de Pearl », « c'est une ressemblance très minime, mais seul un examen médical comme un test d'ADN confirmera l'identité », a dit cet enquêteur.

Cette découverte, si elle se confirme, constituerait « une percée majeure », soulignait un responsable policier, dans l'enquête sur l'enlèvement et l'assassinat de Daniel Pearl, au point mort depuis l'envoi, le 21 février au consulat de Karachi, d'une cassette vidéo qui avait confirmé le décès du reporter.

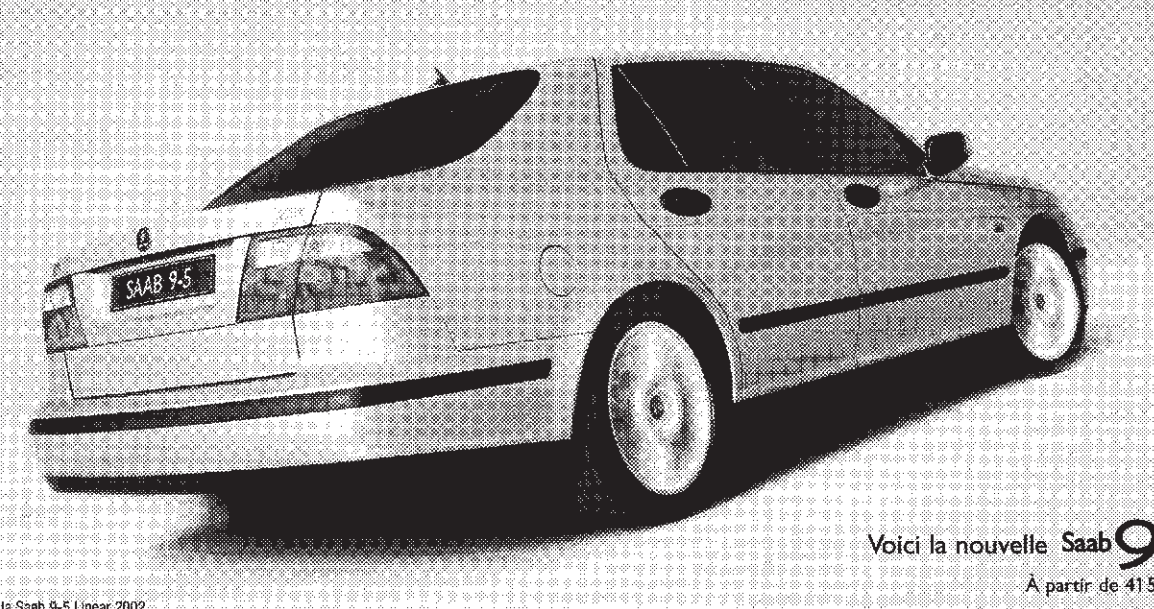
La cassette montrait des images de Daniel Pearl égorgé puis décapité par ses ravisseurs, dont le visage n'apparaissait pas sur le film.

C'est étrange. Prenez le volant d'une **Saab** et vous aurez soudain envie de

faire des détours.

Pourquoi rentrer tout droit à la maison lorsque vous pouvez profiter de caractéristiques innovatrices conçues pour augmenter votre plaisir et votre sécurité ? Comme ce puissant moteur turbocompressé à haut rendement exceptionnellement performant, le système de communications avancé OnStar, des sièges avant et arrière chauffants ainsi que la climatisation automatique à deux zones.

Pour en savoir plus, prenez le chemin le plus court : saabcanada.com



OnStar

Voici la nouvelle Saab 95
À partir de 41 500 \$*

SAAB
CEUX QUI ESSAIENT UNE SAAB D'HABITUDE L'ACHÈTENT

* PDSF de 41 500 \$ s'applique à la Saab 9-5 Linear 2002.
Taxes, assurances, titre de propriété, immatriculation, dépôt de sécurité, transport, préparation à la route, taxe d'accise et équipement optionnel en sus. 1 888 688-SAAB

Décarie Saturn Saab Isuzu 6100, boul. Décarie Montréal (514) 342-2222 www.decariesaturn.com	West Island Saturn Saab Isuzu 9775, route Transcanadienne Ville Saint-Laurent (514) 332-4424 www.westislandsaturn.com	Saturn Saab Isuzu de Blainville 249, boul. Seigneurie Ouest Blainville (450) 437-6317 www.saturndeblainville.saturncanada.com	Gravel Saturn Saab Isuzu 1, Place Ville-Marie, # 11-189 Montréal (514) 861-2360 www.gravelisuzu.com	Saturn Saab Isuzu de Laval 2800, boul. Chomedey Laval (450) 681-0028 www.bourissaturn.com	Mondial Saturn Saab Isuzu 9415, Pajonville Montréal (514) 385-7222 www.mondial-stu.com	Saturn Saab Isuzu de Brossard 3960, boul. Marie-Victorin Brossard (450) 672-2300 www.gravelauto.com	Saturn Saab Isuzu de Terrebonne 705, boul. des Seigneurs Terrebonne (450) 964-1374 www.saturndeterrebonne.saturncanada.com
---	--	---	---	--	--	--	--



LA GRILLE BLANCHE

La Presse

5 gagnants mériteront un sac à dos La Presse

À SURVEILLER DEMAIN

3053099A

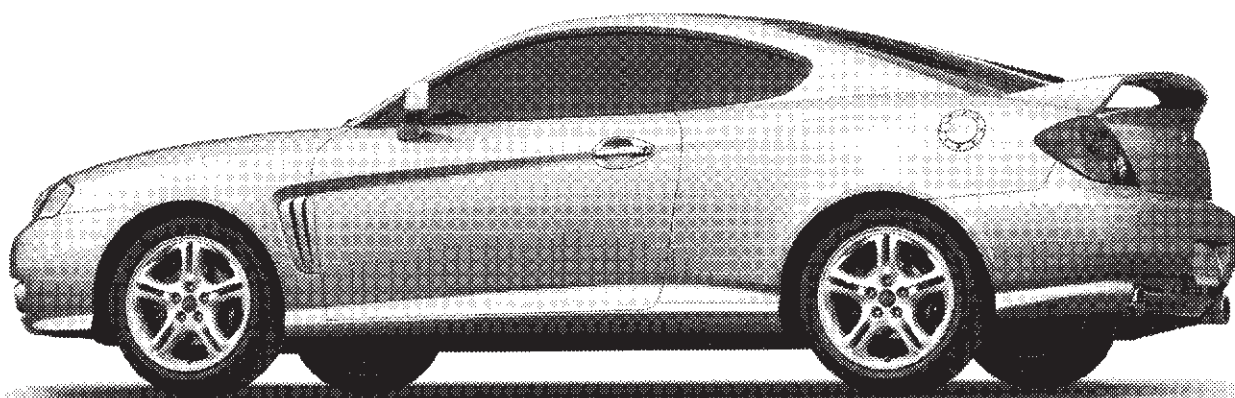
HYUNDAI



ÉPOUSTOUFLANTE SUR TOUTE LA LIGNE. ET DANS LES COURBES!



Voici la nouvelle TIBURON 2003 V6 de Hyundai.
Le coupé sport le plus remarquable de l'année.



Tiburon GS-R

La toute nouvelle Tiburon fait des vagues dans le marché des coupés sport avec ses lignes aérodynamiques à fendre l'air, sa puissance, son agilité, et surtout, son prix abordable. Les amateurs de sensations fortes seront comblés avec un choix de deux moteurs : un foudroyant 4 cylindres de 2 litres ou un puissant V6 de 2,7 litres à double arbre à cames en tête de 24 soupapes (Tiburon GT et GS-R). Le modèle GS-R offre de série une transmission manuelle à six rapports, des roues de 17 pouces en alliage d'aluminium avec pneus Michelin® de haute performance, des freins antiblocage ABS à disque aux quatre roues, un système antipatinage, des coussins gonflables frontaux et latéraux, ainsi qu'un aileron arrière à appui aérodynamique. Elle est tout simplement époustouflante!

Tiburon de base, PDSF de 19 995 \$**

LOUEZ À PARTIR DE **249\$*** PAR MOIS/
48 MOIS
COMPTANT DE 1895 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
ou FINANCEMENT À L'ACHAT DE 0%[†]
Sur modèles Tiburon sélectionnés. Jusqu'à 36 mois.



Un essai vous convaincra

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS : Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière 24 heures de 3 ans/kilométrage illimité comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.

*Programme de location de Les Services financiers Hyundai pour une Tiburon 2003 neuve, PDSF à partir de 19 995 \$. Taux d'intérêt annuel de 5,82 %, mensualité de 249 \$ pour 48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 11 952 \$, option d'achat de 10 080 \$. Comptant de 1895 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 249 \$. Frais de transport et de préparation inclus. Taxes, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. **PDSF d'une Tiburon 2003 à partir de 19 995 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Taux annuel de financement à l'achat de 0 % sur certains modèles Tiburon 2003 sélectionnés pour une période de 24 ou 36 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 % équivalent à des mensualités de 277,80 \$ pour 36 mois. Coût de prêt de 0 \$, pour une obligation totale de 10 000 \$. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600 "B" boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Clognion
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
La Prairie Hyundai
1055, boul. Taschereau
La Prairie (450) 659-2500

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
450, Chemin Laroque
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1780, boul. Des Laurentides
St-Antoine (450) 432-4252
Chomeley Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290 Montée Masson
Mascoche
(450) 474-1110
Hamel Hyundai
150, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier
(819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny (450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, rue Marie-Victorin
Sorel (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal (514) 329-7777
Valois Hyundai
125, boul. Lemire Ouest
Drummondville (819) 478-8148

Hyundai Victoriaville
445, Bois-Francis, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Maryvo Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886



Décès, prières, remerciements

900 Petites annonces
www.capresse.ca

INDEX DES DÉCÈS

AUBRY, Jeannette
Longueuil
BEAULIEU (Bouchard), Laura
Montréal
BROUILLET-TRÉPANIÉ, Louise
Montréal
COLLYER (Whitley), Phyllis
Saint-Lambert
COUTURE, Origène
Montréal
DAVIGNON, Léo c.a.
Montréal
FOURNIER, Gilles
Montréal
GIROUARD, Gabrielle
Montréal
GUINDON, Jeannine, Ph.D.
Montréal
LACHANCE, Henry
Île Paton
LALIBERTÉ, Maurice
Montréal
LAPOINTE, Renaude
Ottawa
LYONNAIS, S. Simone, p.m.
(Soeur Denise-de-Jésus)
Montréal
MALENFANT, Denise
Montréal
MASSON, Juliette, SNJM
Outremont
MÉTIVIER, André
Lafayette
MOLINARI, Thérèse
Laval
MOREAULT, Pierre
Ottawa
MYRE (Beaudoin), Juliette
Montréal
PICOTTE, André
Laval
POITRAS VEZINA, Cécile
Montréal
ROY, Roland
Montréal
SÉVIGNY, Berthe
Boucherville
ST-PIERRE, Mathieu
Montréal
STE-MARIE, Pierrette
Montréal
TOUSIGNANT, S. Christine
Cartierville
TOWNSEND (Bazin), Marcienne
St-Adèle
TRÉPANIÉ, Jeannine
Montréal
VARANESE, Albert
Montréal
ZAIDAN, Michel Joseph
Montréal

DÉCÈS



AUBRY, Jeannette
1920 - 2002

De Longueuil, le 16 mai 2002, est décédée Mlle Jeannette Aubry, fille de feu Rose Lefebvre et de feu Alexandre Aubry. Elle laisse dans le deuil Rose-Aimée Aubry (Léo), Ginette Aubry (Arthur) ainsi que ses nombreux neveux, nièces, cousins, cousines et amis. Les funérailles seront célébrées le mardi 21 mai 2002, à 10h, en l'église St-Pierre Apôtre de Longueuil et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. La dépouille sera exposée à l'église et la famille recevra les condoléances à compter de 9h.
Direction La Maison Darche

BEAULIEU (Bouchard), Laura
1914 - 2002
À Montréal, le 17 mai 2002, à l'âge de 88 ans, est décédée Laura Bouchard, épouse de feu Léonard Beaulieu. Elle laisse dans le deuil ses enfants Laurent (France Duplessis), Gilles, Yvon (Christiane Poirier) et Lucette, ses petits-enfants François et Isabelle, ses frères, ses sœurs, ses neveux et nièces, ainsi que plusieurs autres parents et amis. Exposée au
Complexe funéraire J.A. Guilbault inc.
5359, boul. St-Michel (angle Masson)
Montréal
Tél.: (514) 721-4925 Téléc.: (514) 728-3467
(stationnement privé à l'arrière du salon)
Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai à 10 h en l'église St-Albert-le-Grand (Mont-Royal / Bourbonnière), suivies de l'inhumation au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Heures de visite: lundi de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, mardi à compter de 9 h.



BROUILLET-TRÉPANIÉ, Louise
1925 - 2002

À Montréal, le 16 mai 2002, à l'âge de 76 ans, est décédée Mme Louise Trépanier, épouse de feu Bernard Brouillet. Elle laisse dans le deuil ses enfants Pierre (Chantal Nault), Denis, Johanne et Sylvie, ses petits-enfants Violaine, Pierre-Olivier et Marianne, sa sœur et ses frères Juliette (feu Albert Gascon), Anthime (feu Thérèse Lessard) et Martin (Madeleine Brouillet) ainsi que plusieurs neveux, nièces et tous ses amis. La famille accueillera parents et ami(e)s au
Complexe funéraire Magnus Poirier inc.
6825, Sherbrooke E., Montréal
Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai à 11 h en l'église St-Donat et de là au cimetière de l'Assomption. Heures des visites: lundi de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, mardi à partir de 9 h. Des dons au Centre de recherche en sciences neurologiques, Faculté de médecine, Université de Montréal, C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Mt, Qc, H3C 3J7, tél.: 514-343-6302, seraient appréciés.

COLLYER (Whitley), Phyllis
À la Résidence du Parc de Saint-Lambert, le 15 mai 2002, à l'âge de 90 ans, est décédée Phyllis Whitley, épouse de feu Ralph Collyer, de Westmount. Elle laisse dans le deuil ses enfants, John (Andrée Mauger) de Saint-Lambert, Peter (Sheila Sheldon) de Victoria, C.B. et Jane (Wendell) d'Ottawa, ses sept petits-enfants ainsi que plusieurs neveux, nièces, parents et amis. Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai, à 11 h, en l'église St-James the Apostle, coin Bishop et Ste-Catherine. La famille sera présente à l'église, à compter de 10 h 30 pour recevoir les témoignages de sympathie des parents et amis.



Guindon, Jeannine, Ph. D.

Le mercredi 15 mai 2002, à l'âge de 82 ans, est décédée Jeannine Guindon, Ph. D., à l'hôpital Charles-Lemoyne de Longueuil. Fille de feu Joséphine Lalonde-Guindon et de feu Pascal Guindon, elle laisse dans le deuil sa sœur Ghislaine Guindon-Trudeau et son frère Hubert Guindon, sociologue, ses belles-sœurs Claire-Marie, épouse de feu Fernand Guindon, et Madeleine, épouse de feu Jean Guindon et son beau-frère Louis Trudeau ainsi que ses neveux et nièces et de nombreux cousins et cousines.

Née à Montréal, le 3 septembre 1919, de parents franco-ontariens, elle retourne en Ontario avec sa famille à l'âge de 4 ans, où elle réside jusqu'à l'âge de 24 ans. Pendant ces années, elle a obtenu un Bac. ès Arts avec mention première et Médaille du Gouverneur Général et un diplôme en pédagogie de l'Université d'Ottawa; elle s'engage d'abord comme professeure et assistante-directrice à l'école Saint-Félix-de-Valois de Cornwall; ensuite, professeure de niveau secondaire au Montain High School. En 1969, elle obtient un doctorat en psychologie à l'Université de Montréal (Ph. D. en 1969). De 1947 à 1977, elle assume la direction du Centre d'orientation et de réadaptation de Montréal, fonde et dirige, en 1953, le Centre de psychoéducation du Québec. Elle fonde, en 1972, l'École de psychoéducation dont elle sera directrice jusqu'en 1976 où elle fonde l'IFHRM.

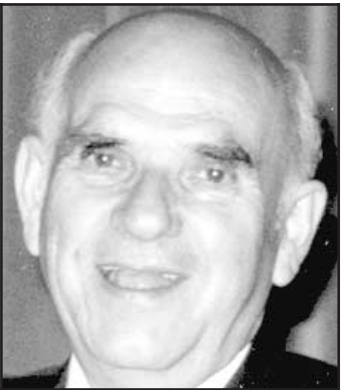
À partir de 1980, elle s'est entourée progressivement d'une équipe de professionnels solides maîtrisant le processus d'actualisation des forces vitales humaines qu'elle avait élaboré. Reconnaisant leur esprit de recherche, elle se réjouit à chaque découverte de l'un des membres de l'équipe et incite chacune et chacun à poursuivre et à publier. C'est ainsi que Jeannine Guindon et l'équipe de l'Institut conceptualisent et peaufinent le Processus de formation humaine intégrale. Pour signifier cette nouvelle réalité, l'IFHRM est devenu, en 1992, l'IFHM ou Institut de Formation Humaine Intégrale de Montréal, nom qu'il porte encore aujourd'hui. Et Jeannine Guindon y a assumé, jusqu'à son décès, la tâche de directrice des programmes.

En reconnaissance de son œuvre, Jeannine Guindon a reçu divers titres, honneurs et décorations: membre de l'Ordre du Canada; Pro Ecclesiae et Pontifice (Paul VI); Professeur émérite de l'Université de Montréal; Docteur Honoris Causa en Education de l'Université de Sherbrooke; membre du Cercle des bâtisseurs du Québec (Molson); Chevalier de l'Ordre national du Québec; conférencière nommée par le Pape Jean-Paul II au Synode des évêques portant sur la formation des prêtres; membre de l'Académie des grands Montréalais.

La Fondation Jeannine Guindon remercie celles et ceux qui offriront un don. Cette fondation a été créée par Jeannine Guindon pour promouvoir la recherche-action faite dans le cadre de la formation humaine intégrale. Cette fondation aide les pays à lourds défis (Afrique, Amérique latine, Caraïbes) en y acheminant du matériel pédagogique, les publications et divers documents préparés à l'IFHM.

La dépouille de Madame Jeannine Guindon sera exposée au Centre funéraire Côte-des-Neiges, situé au 4525, chemin de la Côte-des-Neiges, les mardi et mercredi 21 et 22 mai de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h, et le jeudi 23 mai de 10 h à 13 h. Le service funéraire aura lieu le jeudi 23 mai à 14 h, à la basilique Notre-Dame de Montréal (coin Notre-Dame et Saint-Sulpice) et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

1102612



GIROUARD, Gabrielle (née Sauriol)
1916 - 2002

À Montréal, le 15 mai 2002, à l'âge de 86 ans, est décédée Gabrielle Sauriol, épouse de feu Philippe Girouard. Elle laisse dans le deuil sa fille Hélène, ses fils Réal, Serge, Marcel et leur conjoint respectif, ses petits-enfants, Nadine, Jean-Marie, Julie, Annie, Nathalie, Dominique, Patrick et Benjamin ainsi que plusieurs autres parents et amis. La famille recevra les condoléances au
Complexe funéraire St-François d'Assise Urgel Bourg
6700, Beaubien Est, Montréal
www.urgelbourg.com

La liturgie aura lieu le mardi 21 mai 2002, à 19 h 30, en la chapelle du complexe. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Des dons à Jeunesse au Soleil seraient appréciés. Heures de visite: mardi dès 18 h.

COUTURE, Origène

1906 - 2002

À Montréal, le 16 mai 2002, à l'âge de 96 ans, est décédé Origène Couture, ancien directeur général de la Banque canadienne nationale, époux de feu Cécile Lemire. Il laisse dans le deuil son fils Jean-Pierre prêtre, sa fille Marie (André) et trois petits-enfants, un arrière-petit-fils ainsi que ses frères et sœur et de nombreux neveux et nièces. La famille recevra les condoléances au
Complexe funéraire Urgel Bourg
400, Henri-Bourassa Est, Montréal
www.urgelbourg.com

le dimanche 19 mai de 14 à 17 h et de 19 à 21 h. Les funérailles auront lieu le lundi 20 mai, à 11 h, en l'église St-Paul de la Croix. Au lieu de fleurs des dons à la Fondation du Club de Hockey Canadien pour l'enfance seraient appréciés.

DAVIGNON, Léo c.a.

1912 - 2002

À Montréal, le 13 mai 2002, à l'âge de 89 ans, est décédé Léo Davignon, comptable agréé. Fondateur du bureau Davignon, L'Abbé, Verner, Lemire & compagnie, comptables agréés de Montréal, il était associé à la retraite du bureau Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés. Il laisse dans le deuil son épouse Yolande Favreau, sa fille Marie-Josée, son gendre Paul Leduc, ses petits-enfants Marie-Christine, Sylvie et Paul-André, ses sœurs Cécile (feu Roger Parent) et Jacqueline (Pierre Briselbois), ses belles-sœurs Madeleine Favreau (feu Georges E. Courville), Pauline Moreau (feu docteur Jean Favreau) et Jeanette Favreau (Marcel Roy) ainsi que de nombreux neveux et nièces. La famille recevra les condoléances au
Centre funéraire Côte-des-Neiges
4525, ch. de la Côte-des-Neiges, Montréal
(514) 342-8000

le mardi 21 mai de 19 à 22 heures, ainsi qu'une demi-heure avant les funérailles, qui auront lieu le mercredi 22 mai, à 13 h 30, en la Chapelle de la Résurrection du cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par des dons à la Fondation de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal ou à la Fondation Autisme Laurentides.

FOURNIER, Gilles

1928 - 2002

À Montréal, le 10 mai 2002. Il laisse dans le deuil son épouse Carol, ses trois enfants, Maryse, Frank et Rock, six petits-enfants et cinq sœurs. Au lieu de fleurs, des dons à l'Hôpital Général Juif de Montréal seraient appréciés. Remerciements spéciaux au personnel de H.G.J. Bloc C 7ième étage et Bloc B 4ième étage. Les funérailles auront lieu le samedi 25 mai à 10 h 30, à l'église St-Alphonse d'Youville au 560 Crémazie Est, Montréal. La famille accueillera parents et amis dès 9 h 30 à l'église même.

aux œuvres
du Cardinal Léger
exprime vos
condoléances et
aide les plus pauvres
du monde; ceux
d'ailleurs et ceux d'ici.

Utilisez les cartes dans les maisons funéraires.
Nous enverrons votre message de sympathie
à la famille éprouvée.

Pour information: (514) 495-2409

30-48750

LAPOINTE, Renaude Sénateur (1971-1987) et Présidente du Sénat (1974-1979)

Le vendredi 10 mai 2002, à l'âge de 90 ans, est décédée à Ottawa, l'honorable Renaude Lapointe. Elle laisse dans le deuil sa belle-sœur, Claire (feu Dr Christian Lapointe), ses neveux et nièces, Claude, Christiane (Roland Bernier), Richard ainsi que Lise Tremblay. Elle était également la sœur de feu Carol (feu Simone Plante) et la tante de feu Danielle.

Née à Disraeli, Québec, où elle fit son cours primaire, elle compléta ses études à Stanstead et à l'Université Laval. Elle était également diplômée en musique du Dominion College of Music.

Journaliste renommée, elle travailla au journal Le Soleil de Québec, au Nouveau Journal et à La Presse de Montréal. En 1965, elle fut choisie journaliste de l'année. Elle fut déléguée du Canada aux 25e, 26e et 27e sessions de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New York. Elle fut membre du Cercle des femmes journalistes et du Club du midi, membre du conseil d'administration de l'UNICEF et de la Fondation canadienne contre la faim, membre de l'Association parlementaire canadienne pour le fédéralisme mondial, de l'Association parlementaire de l'OTAN, de l'Union interparlementaire, de l'Association parlementaire du Commonwealth, de l'Association internationale des parlementaires de langue française et du Groupe interparlementaire Canada/Etats-Unis. Le 10 novembre 1971, elle fut nommée au Sénat et en fut la présidente du 12 septembre 1974 au 5 octobre 1979. Assermentée au Conseil privé le 30 novembre 1979, elle fut nommée Compagnon de l'Ordre du Canada en 1989.

La famille désire remercier le personnel infirmier et les médecins de la Villa Marguerite du Centre Elizabeth Bruyère d'Ottawa pour la qualité des soins prodigués ainsi que toutes les accompagnatrices spéciales Stella et Suzie. La famille remercie également Lise Tremblay qui a veillé à son bien-être avec amitié, affection et attention et l'a soutenue jusqu'à la fin.

Les funérailles auront lieu le mercredi 22 mai 2002, à 12 h, en l'église Sacré-Coeur, 591 rue Cumberland, Ottawa.

Les témoignages de sympathie peuvent se traduire par des dons à la Fondation du Service de santé SCO, 43 rue Bruyère, Ottawa, K1N 5C8.

Maison funéraire Kelly
(613) 235-6712



LYONNAIS, S. Simone, p.m.
(Soeur Denise-de-Jésus)

À l'hôpital Fleury de Montréal, le 15 mai 2002, est décédée Soeur Simone Lyonnais, des Soeurs de la Présentation de Marie, à l'âge de 81 ans et 6 mois. Elle sera exposée à compter de 14 heures, le dimanche 19 mai 2002 à:

Maison centrale
Soeur de la Présentation de Marie
9302, boul. St-Michel, Montréal

Les funérailles auront lieu au même endroit, le lundi 20 mai à 14 heures.

Direction Alfred Dallaire inc.

MALENFANT, Denise

1928 - 2002

À Montréal, le 15 mai 2002, à l'âge de 73 ans, est décédée Mme Denise Malenfant. Elle laisse dans le deuil ses deux sœurs Rita et Andrée et de nombreux parents et amis. La famille accueillera parents et amis(es) au

Complexe funéraire Magnus Poirier inc.
10526, boul. St-Laurent, Montréal
Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai à 11 h, en l'église St-André-Apôtre. Heures des visites: lundi 20 mai de 14 à 17 h et de 19 à 22 h.

MASSON, Juliette, SNJM

À Outremont, le 17 mai 2002, à l'âge de 85 ans, est décédée Soeur Juliette Masson en religion: Soeur M. Paul-Marcel. Outre sa famille religieuse, elle laisse dans le deuil ses frères et sœurs: Corona, Bella (feu Maurice Villeneuve), Yvette (Ernest Lessard), Clément (Germaine Gagnon), Paul-Emile (Yvette Gagnon), Soeur Jeannette, fille de Jésus, Marcel (Hélène Dagenais), de nombreux neveux et nièces, arrière-neveux et arrière-nièces, cousins et cousines. Elle sera exposée à la

**Maison mère des Soeurs
des Saints Noms de Jésus et de Marie**
1410, boulevard Mont-Royal, Outremont
le lundi 20 mai 2002 à 15 h. Les funérailles auront lieu à la Maison mère également, le mardi 21 mai 2002 à 10 h. Inhumation au cimetière de Longueuil, Chemin Chamblay.
Direction Alfred Dallaire inc.

MÉTIVIER, André

1951 - 2002

À Labelle, le 15 mai 2002, à l'âge de 51 ans, est décédé André Métivier, fils de feu Arthur Métivier et de Marie-Anne Lussier. Outre sa mère, il laisse dans le deuil, oncles, tantes, cousins, cousines, ainsi que plusieurs amis(es). Selon ses volontés, il ne sera pas exposé. Une messe commémorative sera célébrée le mercredi 22 mai à 10 h, en l'église St-François-Solano, 3730 rue Dandurand (angle 18e Avenue). La famille accueillera parents et amis à l'église, 30 minutes avant la cérémonie. Des dons à la Société canadienne du cancer seraient appréciés. Direction:

Complexe funéraire J.A. Guilbault
Tél.: 514-721-4925; Téléc.: 514-728-3467

MOLINARI, Thérèse (Terri), née Lemmetti
À Cité de la Santé de Laval, le 16 mai 2002, est décédée Mme Thérèse Molinari (née Lemmetti). Elle laisse dans le deuil son époux Charles Molinari, ses filles Diane (Yves Lamarre), Carole (Anthony Waldie) et Linda (Salvatore Oppedisano), ses petits-enfants adorés Daniel, Courtney, Damian et Tristan ainsi que son amie d'enfance Gisèle Ouellette de nombreux parents et amis. La famille recevra les condoléances au

Complexe funéraire Urgel Bourg
2500 av. Des Perron, Auteuil, Laval
www.urgelbourg.com

Les funérailles auront lieu le dimanche 19 mai 2002, à 19 h, au complexe Urgel Bourg. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Au lieu de fleurs, nous vous prions de faire des dons à la Fondation de la Cité de la Santé de Laval. Unité des soins palliatifs. Heures de visite: le dimanche 19 mai 2002 de 13 à 19 h.



MOREAULT, Pierre
1939 - 2002

Monsieur Pierre Moreault est décédé à Ottawa, le jeudi 16 mai 2002, à l'âge de 63 ans. Prédécedé par ses parents, Gérard Moreault et Rolande Blackburn, il laisse dans le deuil son épouse, Nicole Cotton, son fils Patrick (Isabelle Desmarais) de Montréal, sa fille Amélie (Michel Charbonneau) de Montréal, son petit-fils Christophe, son frère Michel Moreault de Montréal. Il laisse également deux nièces: Catherine et Chantal, sa belle-sœur France (Eli Ruben) de Montréal. Visites: le lundi 20 mai de 19 à 22 h. Le service religieux aura lieu le mardi 21 mai à 11 h à la co-cathédrale St-Joseph, 245 boul. St-Joseph, Hull, Qué. Parents et amis sont invités à y assister. Des dons à la Fondation du CHVO-HULL, 116 boul. Lionel Emond, Hull, Qc, J8Z 9Z9, ou à la Société de recherche sur le cancer, 625 av. du Président Kennedy, bureau 402, Montréal Qc, H3A 3S5, seraient appréciés. La direction des funérailles a été confiée à la

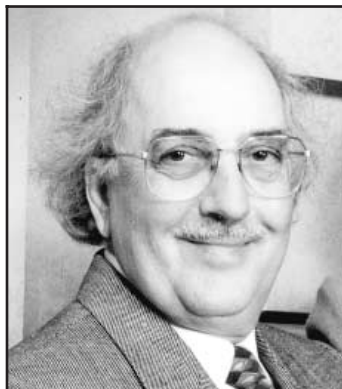
Maison funéraire Serge Legault inc.
81, boul. St-Laurent, Hull, Qc, J8X 1L8
Pour informations, veuillez appeler le (819) 771-6289. Vous pouvez faire parvenir vos messages de condoléances par fax au (819) 771-7066 ou par courrier à l'adresse ci-haut mentionnée.

MYRE (Beaudoin), Juliette

1914 - 2002

À Montréal, le 17 mai 2002, à l'âge de 88 ans, est décédée Juliette Beaudoin, épouse de feu Roma Myre. Elle laisse dans le deuil ses enfants Paulette (feu Paul Roy), Réjean (Thérèse Tremblay), ses petits-enfants André, Yves, Suzanne Roy, Stéphane, Jean-François, Isabelle Myre, arrière-petits-enfants, neveux et nièces, parents et amis. La famille recevra les condoléances directement à l'église St-Jean-de-Matha, 2700 rue Allard, Montréal, le mardi 21 mai 2002 dès 13 h. Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai à 14 h en l'église St-Jean-de-Matha, et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

Direction Urgel Bourg
www.urgelbourg.com



PICOTTE, André
1928 - 2002

Nous avons le regret de vous annoncer le décès de M. André Picotte, époux de Marthe Blain, survenu le 16 mai 2002, aux soins palliatifs de l'hôpital Cité de la Santé de Laval. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses filles Christine (Sylvain Amyot), Anne-Marie (Jean-Guy Sauvè) et Nathalie (Gilbert Lavoie); ses huit petits-enfants: Charles, Étienne et Louis Picotte-Amyot, Jean-Christophe et Xavier Larose, Mathilde, Thomas et Corinne Picotte-Lavoie; ses sœurs Suzanne (Alain Nantel) et Jacqueline, son frère feu Jean-Pierre Picotte (Monique Lacroix); ses beaux-frères et belles-sœurs: Bernard Blain (Louise Marcoux), Pierre Blain (Julienne Daoust), feu Yvan Blain (Denise Belzile), feu Gilles Blain (Raymonde Lachapelle), Jacques Blain (feu Hélène Jodoin), Marie Blain (René Beaulieu), Raymond Blain (Renée Bénard) et Margot Blain (D'Arcy Alarie), ses neveux, nièces et amis. La famille accueillera parents et amis le lundi 20 mai 2002 de 14 h à 17 h et de 19 à 22 h et le mardi 21 mai à compter de 10 h au complexe funéraire:

Alfred Dallaire inc.
2159, boul. St-Martin Est, Duvrigny, Laval
Les funérailles seront célébrées le mardi 21 mai 2002 à 11 h en l'église St-Louis-de-Montfort, 835, boul. des Laurentides, Laval, et de là retour au complexe. En guise de sympathie, des dons à la Fondation de l'hôpital Cité de la Santé de Laval seraient appréciés. Formulaire disponibles au salon.

POITRAS VÉZINA, Cécile

1917 - 2002

À Montréal, le 15 mai 2002, à l'âge de 84 ans, est décédée Mme Cécile Vézina Poitras, épouse de feu Horace Poitras. Elle laisse dans le deuil son fils André et son épouse Linda, son neveu Denis Brouillette et son épouse Micheline, ses sœurs, Angéline, Lucienne, Madeleine, Laurence, Françoise, Aline et Hélène, autres parents et amis. Selon ses volontés, elle ne sera pas exposée. Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai, à 11 h, en l'église St-Pierre Claver et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. La famille accueillera les parents et amis à compter de 10 h à l'église.
Direction Magnus Poirier inc.

ROY, Roland

1928 - 2002

Paisiblement le 16 mai 2002, à l'âge de 73 ans, est décédé M. Roland Roy, il laisse dans le deuil son épouse Mme Jeannine Cayouette, ses enfants, Solange (Pierre), Louis (Ginette), Martin (Hélène), Sylvain (France) et ses huit petits-enfants: Jean-Sébastien, Jessica, Olivier, Guillaume, Julie, Philippe, Geneviève, Laurence ainsi que parents et amis. La famille accueillera parents et amis(es) au

Complexe funéraire Magnus Poirier inc.
10300, boul. Pie IX, Montréal-Nord

Les funérailles auront lieu le lundi 20 mai, à 11 h, en l'église Ste-Colette, 11 931, boul. Ste-Colette, Montréal-Nord. Heures de visite: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h et lundi à compter de 9 h. Au lieu de fleurs, des dons à la Société canadienne du cancer seraient appréciés.

REMERCIEMENTS

Merci à Ste-Marguerite d'Youville pour l'aide obtenue. E.H.



Décès, prières, remerciements

900



SÉVIGNY, Berthe

1943 - 2002

À son domicile de Boucherville, le 17 mai 2002, à l'âge de 58 ans, est décédée Berthe Sévigny, fille de Pauline Gosselin et de feu Gérard Sévigny. Outre sa mère, elle laisse dans le deuil ses frères, ses sœurs, Pierre (Lise-Gauthier), Marthe (Jean-Guy Riendeau), Bernard (Monique Bisailon), Chantal et Caroline, ses neveux et nièces, parents et amis(es). La famille accueillera parents et amis(es) au

Complexe funéraire Pierre Tétrault inc.
549, Samuel-de-Champlain
(à l'est de Montarville
sortie 19 de la route 132)
Boucherville

Les funérailles auront lieu le lundi 20 mai à 14 h en l'église Ste-Famille, 560 boul. Marie-Victorin, Boucherville. Heures des visites: dimanche de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h, lundi à compter de midi. Des dons pour la Société canadienne du cancer ou la Maison Victor-Gadbois seraient appréciés.

VARANESE, Albert

1927 - 2002

Paisiblement à l'hôpital Notre-Dame de Montréal, le 15 mai 2002, à l'âge de 75 ans, est décédée M. Albert Varanese. Il laisse dans le deuil ses sœurs Thérèse Milo, Marie-Rose Milo et Madeleine Pompeo ainsi que ses 9 neveux et nièces, 13 petits-neveux et nièces. Autrefois lutteur amateur greco-romain, il était un officiel des Jeux Olympiques de Montréal en 1976 ainsi qu'instructeur et arbitre au Centre Claude Robillard. Exposé au

Centre funéraire Côte-des-Neiges inc.
4525, ch. de la Côte-des-Neiges, Montréal
Tél.: (514) 342-8000

Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai à 11 h en la chapelle du Centre funéraire Côte-des-Neiges et de là au Cimetière Notre-Dame-des-Neiges, lieu de la sépulture. Heures de visite: le lundi 20 mai de 14 à 21 h et le mardi 21 mai de 10 à 11 h. Des dons à la Fondation des maladies du cœur du Québec ou à la Société d'arthrite du Québec seraient appréciés.

ZAIDAN, Michel Joseph

1918 - 2002

À Montréal, le 17 mai 2002, à l'âge de 84 ans, est décédé Michel Joseph Zaidan, époux de feu Renée Kfoury. Il laisse dans le deuil ses enfants, Tina, Joseph et Henry; ses petits-enfants, autres parents et amis. Au lieu de fleurs, des dons à l'église St. Nicholas Antiochian Orthodox seraient appréciés.

La famille recevra les condoléances au
Complexe funéraire Urgel Bourgie
1255, Beaumont, Ville Mont-Roya
www.urgelbourg.com

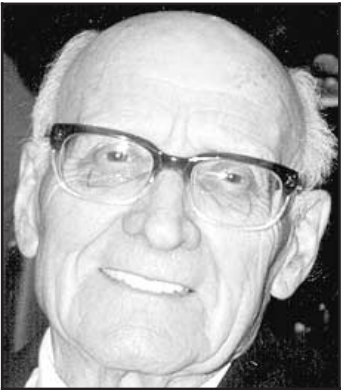
Les funérailles auront lieu le mardi 21 mai 2002, à 11 h, en l'église St. Nicholas et de là au cimetière Mont-Royal. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visite: lundi de 14 à 17 h et de 19 à 22 h et mardi à 10 h directement à l'église.

REMERCIEMENTS

MENDA, Ester

La famille voudrait remercier très sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie et ont offert des dons généreux lors du décès d'Ester Menda, mère et grand-mère bien-aimée. Parents et amis sont priés de considérer ces remerciements comme personnels.

REMERCIEMENTS



ST-PIERRE, Mathieu

1921 - 2002

L'amour que nous lui portons vivra toujours en nous.

À l'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal, le 15 mai 2002, est décédé paisiblement à l'âge de 81 ans, M. Mathieu St-Pierre, époux de feu Françoise D'Aoust. Il laisse dans le deuil ses trois enfants, Jean, François et Marie-Claude, ses belles-filles et son gendre, ses petits-enfants, ses frères et sœurs, son amie Rose, ses belles-sœurs et ses beaux-frères ainsi que ses neveux et nièces. Selon la volonté de notre père, les funérailles en présence des cendres seront célébrées le lundi 20 mai, à 11 h, en l'église Saint-Viateur d'Outremont.

Direction Alfred Dallaire inc.



STE-MARIE, Pierrette

1935 - 2002

C'est avec mon cœur rempli d'une immense tristesse que je me résigne à vous annoncer le décès de mon épouse que j'adorais. Elle est décédée à l'hôpital Maisonneuve le 15 avril. Elle laisse dans le deuil son époux Roger Chevreuil, de nombreux parents et amis(es). Elle a été incinérée et enterrée au cimetière Notre-Dame-des-Neiges dans la plus stricte intimité selon ses dernières volontés. Remerciements à tous ceux qui par leurs prières et leur présence ont su nous reconforter durant cette très longue maladie. Jamais ne l'oublierai.

TOUSIGNANT, Christine

Petite Soeur de l'Assomption
(Sr. St-Jacques de l'Eucharistie)

À Cartierville, le 17 mai 2002, à l'âge de 82 ans, est décédée Soeur Christine Tousignant, fille de feu Léon Tousignant et de feu Eva Baril, sœur de feu Albéric (Marcelle Thériault décédée), d'Herman, de feu Jacques (Yvette Baril décédée), de Jean-Marc (Marie Samson), de feu Véronique (Antonio Fafard décédé). Outre sa famille religieuse, elle laisse aussi dans le deuil, un neveu et quatre nièces. Elle sera exposée à la

Résidence Notre-Dame de la Providence

12225, rue Grenet

le lundi 20 mai de 14 à 17 h et de 19 à 21 h et le mardi matin à 9 h. Les funérailles auront lieu à la même adresse, le mardi 21 mai à 10 h 30. Elle sera inhumée au cimetière Repos St-François d'Assise. Prière de ne pas envoyer de fleurs.

Direction Urgel Bourgie

TOWNSHEND, Marcienne (née Bazin)

1914 - 2002

À Ste-Adèle, le 1er mai 2002, à l'âge de 87 ans, est décédée Mme Marcienne Bazin Townshend, épouse de M. Lorne T. Townshend. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants Julie (Gilles Bidal), Lorne Jr (Hélène Champagne), Jackie (John Lyle) et Alan, ses petits-enfants Francine (Guy), Daniel (Wendy), Normand, Mary-Elen et Caroline, ses neveux, nièces, parents et amis. Confiée au

Salon funéraire Guay inc.

955, rue Grignon, Ste-Adèle

Les funérailles auront lieu le samedi 25 mai à 11 h en la chapelle St-Bernard (chemin Ste-Marguerite). La famille recevra les condoléances dès 10 h au 2131, chemin Deauville (Ste-Adèle). Au lieu de fleurs des messages ou des dons à l'organisme de votre choix seraient appréciés.

TREPANIER LEFEBVRE, Jeannine

1921 - 2002

À l'hôpital Sacré-Coeur, le 17 mai 2002, à l'âge de 81 ans, est décédée madame Jeannine Lefebvre, épouse en premières noces de Omer Ratelle et en secondes noces de Henri-Paul Trépanier, tous deux décédés. Elle laisse dans le deuil sa fille Ginette Ratelle et ses deux petites-filles Anne-Marie Papineau (Mario D'Amico) et Stéphanie Papineau (Peter Durocher). Elle laisse également Marie-France (Alain), Denis (Micheline), Karol, Luc (Dany) Trépanier et les petits-enfants, sa sœur Doris (Lionel Leduc), beaux-frères et belles-sœurs et de nombreux autres parents et amis. Elle sera exposée au

Complexe funéraire Alfred Dallaire inc.

2159 boul. St-Martin Est, Duvernay, Laval

le dimanche 19 mai de 18 à 22 heures. Les funérailles auront lieu en l'église St-Claude, 80 rue Meunier Ouest, Laval, le lundi 20 mai, à 11 heures. Des dons à l'Association pulmonaire du Québec seraient appréciés.

Un sommet latino-UE divisé sur les mérites de la mondialisation

DENIS TEYSSOU

Agence France-Presse

MADRID – Le sommet de Madrid a mis en évidence des conceptions opposées sur l'avenir des relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine, de la mondialisation, « immense opportunité de progrès », selon le chef du gouvernement espagnol José Maria Aznar au « néolibéralisme, chemin vers l'enfer » du président du Venezuela, Hugo Chavez.

« En ce qui concerne l'économie et la mondialisation, je veux vous dire qu'à mon avis, face à ceux qui craignent le changement et l'ouverture, je crois que nous sommes devant une immense opportunité de progrès », a affirmé vendredi M. Aznar, en inaugurant ce sommet.

Le chef de l'exécutif espagnol et président en exercice de l'UE jusqu'au 30 juin a vivement souhaité que les chefs d'État et de gouvernement présents profitent de cette opportunité dans leurs délibérations et conclusions « pour le bénéfice des citoyens qui réclament plus d'intégration, plus d'ouverture, et le maintien de politiques qui attinent la confiance, la prospérité, les investissements et le progrès ».

Lors des débats à huis clos, le premier ministre italien, Silvio Berlusconi, invité par la présidence espagnole à parler de « la diversité

culturelle », a estimé que la mondialisation ne va pas conduire « à une sorte d'homogénéité et de nivellement » et que « chacun doit être fier de pouvoir cultiver sa propre identité », selon ses propos rapportés par un porte-parole.

M. Berlusconi a proposé, pour éviter la connotation négative du mot « globalisation », que l'on parle désormais de « développement et croissance sans frontière ».

S'exprimant lors de l'inauguration, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a invité pour sa part les participants à « s'assurer que les plus faibles ne payent pas un prix pour un processus de mondialisation qui est censé être au bénéfice de tous ».

Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso, intervenant après M. Prodi au nom de l'Amérique latine, a critiqué lui « les asymétries de la mondialisation (qui) si on les mène à leur conclusion logique, donneraient lieu à un système international dans lequel la meilleure façon d'être compétitif serait d'être tout simplement riche ».

M. Cardoso a évoqué « la perception » par les pays du sud que « le protectionnisme a été condamné comme instrument des plus pauvres pour devenir uniquement un moyen de défense des privilégiés les plus riches ».

Pour le président brésilien, « la conférence de Doha (de l'OMC) a créé des espoirs, mais depuis, le protectionnisme et les pratiques déloyales du commerce continuent à compromettre les perspectives de développement de nos pays ».

Agence France-Presse

BRUXELLES — Les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) réunis hier à Bruxelles ont de nouveau échoué à trouver une solution globale pour l'accueil des 13 Palestiniens bannis à la demande d'Israël après la levée du siège de la basilique de la Nativité à Bethléem, a-t-

on appris de sources européennes concordantes.

Un compromis a été dégagé sur le futur statut juridique des Palestiniens mais les négociations continuent d'achopper sur leur répartition parmi les six pays d'accueils pressentis (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Irlande et Belgique), a-t-on précisé de sources diplomatiques.

« Travaillons ensemble au sein de l'OMC pour que la conférence de Doha ait comme résultat la transformation qualitative du commerce international pour conduire au développement durable sans discrimination, sans exclusions volontaristes, ni l'utilisation constante de la raison du plus fort », a-t-il conclu.

Lors de son intervention, le président du Costa Rica Abel Pacheco a estimé que « la mondialisation pourrait contribuer au processus de destruction de la diversité biologique si elle se réduit à une simple ouverture de frontières commerciales ».

Mais elle pourrait « signifier, entre autres bénéfices, l'opportunité d'universaliser la justice et les efforts pour la préservation des conditions de vie sur la planète ».

Le président Hugo Chavez avait fustigé quant à lui le néolibéralisme à la veille du sommet, dans un long discours prononcé jeudi soir devant l'École diplomatique espagnole à Madrid. « Le néolibéralisme, c'est le chemin ... mais vers l'enfer », avait-il lancé.

« On a injecté une overdose de néolibéralisme à l'Amérique Latine », a reproché le président vénézuélien pour qui l'ouverture des frontières des pays latino-américains aux échanges économiques d'ici 2005 serait « un suicide ».

L'Amérique latine « a perdu le cap il y a longtemps et j'espère qu'ici on l'aidera à le récupérer », avec davantage de coopération européenne et un modèle d'intégration comme celui de l'UE, avait-il souhaité.

Pas d'accord entre les ambassadeurs de l'UE sur l'accueil des 13 Palestiniens

Agence France-Presse

BRUXELLES — Les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) réunis hier à Bruxelles ont de nouveau échoué à trouver une solution globale pour l'accueil des 13 Palestiniens bannis à la demande d'Israël après la levée du siège de la basilique de la Nativité à Bethléem, a-t-

on appris de sources européennes concordantes.

Un compromis a été dégagé sur le futur statut juridique des Palestiniens mais les négociations continuent d'achopper sur leur répartition parmi les six pays d'accueils pressentis (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Irlande et Belgique), a-t-on précisé de sources diplomatiques.

La présidence espagnole de l'UE devait poursuivre ses consultations avec les autres États membres pour résoudre ce problème.

Des discussions informelles étaient envisagées au niveau des ministres des Affaires étrangères des Quinze, réunis à Madrid à l'occasion du sommet UE-Amérique latine, selon les mêmes sources.

Le Sénat américain apporte son soutien à l'élargissement de l'OTAN

WASHINGTON — Le Sénat américain s'est prononcé à une très large majorité hier en faveur de l'élargissement de l'OTAN à plusieurs pays d'Europe centrale et de l'Est.

Les sénateurs américains ont approuvé par 85 voix contre 6 un projet de loi intitulé « loi de consolidation de la liberté », qui autorise le déblocage de plus de 55 millions de dollars en aide militaire à sept des pays actuellement candidats à adhérer à l'Alliance.

La Chambre des représentants avait voté cette législation en novembre 2001.

Neuf pays sont officiellement candidats à l'élargissement du club

atlantique : les trois pays baltes, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie, la Macédoine, la Bulgarie et la Roumanie.

Un sommet de l'OTAN, à Prague en novembre, doit décider lesquels de ces pays seront invités à rejoindre l'Alliance atlantique.

Mardi, lors d'une réunion en Islande, les États-Unis avaient plaidé pour un élargissement « substantiel » de l'OTAN, mais aussi insisté, à l'instar des autres membres de l'Alliance, sur les efforts à faire par les neuf pays candidats.

Le vote de ce projet de loi, qui ne prend pas position sur les pays jugés les plus aptes à adhérer, inter-

vient avant le déplacement la semaine prochaine du président George W. Bush en Europe où il doit notamment sceller, le 28 mai à Rome, un rapprochement historique entre l'Alliance atlantique et la Russie.

« Dix ans après la chute du mur de Berlin, il est temps d'achever le travail », a relevé lors d'un débat hier le sénateur républicain Richard Lugar, en soulignant que le président Bush avait souhaité l'adoption de ce texte avant son voyage.

L'OTAN compte 19 pays, dont trois anciens membres du pacte de Varsovie : la Pologne, la République tchèque et la Hongrie.

Deux incendies à bord d'un ferry transportant 900 personnes en mer du Nord

Aucun blessé n'a été signalé parmi les 884 passagers

Agence France-Presse

ÉDIMBOURG — Les incendies, qui s'étaient déclarés hier soir à bord d'un ferry danois transportant près de 900 passagers au large des côtes écossaises, ont été maîtrisés et les moteurs relancés dans la nuit, ont annoncé les garde-côtes britanniques ce matin.

Le *Princesse de Scandinavie*, qui a repris sa route vers le port de Kristiansand, en Norvège, est accompagné, en bateau de secours et navigue à vitesse réduite, a-t-on précisé de même source.

Le ferry avait dérivé pendant deux heures à 240 km au large d'Aberdeen (nord-est de l'Écosse), après que deux incendies eurent éclaté dans la salle des machines et dans un conduit d'aération.

Aucun blessé n'a été signalé

parmi les 884 passagers, dont 246 Britanniques, 428 Suédois, 71 Norvégiens et 13 Danois, et le capitaine du navire a décliné une évacuation, pour laquelle de nombreuses équipes de secours s'étaient mobilisées, selon les garde-côtes.

Huit hélicoptères avaient été dépêchés sur place, « de manière à pouvoir hélitreuiller les passagers si nécessaire et les déposer sur des plates-formes pétrolières proches », selon un porte-parole de la RAF, tandis que 13 bateaux avaient répondu à l'appel de détresse lancé. Mais le navire d'alerte avait ensuite été abaissé et la mobilisation des secours réduite.

Les incendies ont été éteints avec les moyens propres au navire, selon le porte-parole de la compagnie propriétaire du navire.

Le porte-parole de la RAF, qui avait qualifié en début de soirée l'incident de « majeur », a ensuite confirmé que la mobilisation de l'armée de l'air avait été réduite, en raison de l'annonce du capitaine, selon laquelle il maîtrisait la situation.

En plus des hélicoptères et d'un avion de la RAF, deux hélicoptères de compagnies pétrolières et un hélicoptère des services norvégiens s'étaient portés au secours du Ferry en difficulté.

Le *Princesse de Scandinavie*, un navire de 22 500 tonneaux d'une capacité de 350 véhicules, effectuait la liaison entre Newcastle, dans le nord de l'Angleterre, Kristiansand en Norvège et Goeteborg en Suède et appartient à la compagnie danoise DFDS Seaways à la tête de l'une des flottes les plus importantes d'Europe du Nord.

| AFFAIRE LIZOTTE |

Lizotte était maîtrisé quand l’agent Stante l’a frappé, soutient un témoin

CHRISTIANE DESJARDINS

L’AGENT GIOVANNI Stante a donné quatre ou cinq coups de poing au visage de Jean-Pierre Lizotte alors que celui-ci était maîtrisé par le portier du Shed Café, a raconté hier un témoin oculaire, Jonathan Brien, au procès du policier Giovanni Stante.

Le témoignage de Brien rejoint sur ce point celui d’une cliente du Shed Café, Alyne Russo, qui a témoigné la semaine dernière, mais il contredit celui du partenaire de Stante, Sylvain Fouquet. Selon Fouquet, Lizotte n’était pas maîtrisé quand Stante lui a donné des coups de poing, et il n’en a donné que deux. Rappelons que Stante est accusé de l’homicide involontaire de Lizotte, resté paralysé après son arrestation et mort d’une pneumonie un mois et demi plus tard. L’incident est survenu vers 2 h 40 la nuit du 5 septembre 1999, à la terrasse du Shed Café.

Hier, Brien a éclairé le tribunal sur les allées et venues de Lizotte avant l’événement. Il a raconté que Lizotte, un sans-abri de 45

ans qu’il n’avait jamais vu, avait d’abord fait des siennes à l’établissement dont il était alors le gérant, un Pizzédélec, voisin du Shed Café. Lizotte est entré dans le restaurant, s’est planté devant une employée qui se trouvait seule à la caisse et s’est mis à se masturber. Alerté par les cris de la jeune femme, Brien est intervenu. Voyant l’homme par derrière, il a d’abord cru à un hold-up. Il s’est approché, a constaté ce que faisait l’individu et lui a demandé de sortir. Selon Brien, Lizotte faisait peur avec ses yeux hagards et son air *freakout*. Comme Lizotte ne voulait pas sortir, Brien l’a poussé jusqu’à l’extérieur, puis il est revenu s’occuper de l’employée, qui pleurait et était nerveuse.

Il change de commerce

Peu de temps après, Brien est sorti du Pizzédélec pour tenter de trouver un policier dans la rue. Il a vu que Lizotte était rendu devant le Shed Café et qu’il se masturbait devant des filles attablées à la terrasse. « Les filles ont commencé à crier et à se lever. Des

verres sont tombés et se sont brisés. Lizotte s’est mis à reculer dans les tables, et j’ai expliqué ce qui se passait au portier du Shed Café (Steve Deschâtelets.)

Le portier est allé vers Lizotte et s’est mis à le pousser vers la rue. Selon Brien, Lizotte se débattait et essayait de frapper le portier de tous ses membres. Finalement, le portier a réussi à étendre Lizotte par terre et s’est mis par-dessus lui. Brien est arrivé à la rescousse et s’est assis sur les jambes de Lizotte, pour l’empêcher de donner des coups de pied. C’est à ce moment que les policiers Giovanni Stante et Sylvain Fouquet sont arrivés.

Le témoin dit que les policiers ont emmené Lizotte dans leur voiture. Brien s’est alors mis à discuter avec des gens. Quelques minutes plus tard, il a constaté que Lizotte était sorti de la voiture et était revenu. « J’entendais du verre briser, des gens crier. Le gars (Lizotte) poussait des tables, des gens, il jetait des chaises. Le gars *freakait*, les gens se poussaient pour lui laisser de la place. »

Selon Brien, le portier du Shed Café est ar-

rivé derrière Lizotte et a réussi à le maîtriser en lui faisant une prise. Un des policiers s’est alors mis à donner des coups de poing à l’homme. « J’étais à côté de l’autre policier. On s’est regardés, on se demandait ce qui se passait. On ne comprenait pas. Je ne sais pas si c’est dans ma tête, mais il me semble que ça a arrêté de parler. Steve (le portier) a reculé et a laissé tomber le gars. »

Toujours selon Brien, les policiers ont emmené Lizotte dans la voiture de police. « Les gens criaient : vous n’avez pas le droit, c’est de l’abus de pouvoir. Je pense qu’il y avait un début d’émeute. Les deux policiers sont partis avec le gars, d’autres policiers étaient arrivés pour calmer la foule. »

Brien dit avoir été choqué de voir le policier frapper Lizotte. « Il était maîtrisé », dit-il. Par la suite, Brien a discuté avec d’autres personnes présentes. Ils ne s’expliquaient pas pourquoi on n’avait pas passé les menottes à l’homme la première fois qu’il avait été emmené dans la voiture, et comment il avait pu ressortir si facilement.

Le procès se poursuit mardi.